

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

MOYEN-ORIENT
ET ASIE CENTRALE

Se frayer un chemin dans le brouillard

MAI
2025



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

MOYEN-ORIENT
ET ASIE CENTRALE

Se frayer un chemin dans le brouillard

MAI
2025



Copyright ©2025 International Monetary Fund

Cataloging-in-Publication Data
IMF Library

Names: International Monetary Fund, publisher.

Title: Regional economic outlook. Middle East and Central Asia : charting a path through the haze

Other titles: Middle East and Central Asia : charting a path through the haze. | Middle East and Central Asia. | Charting a path through the haze. | Regional economic outlook: Middle East and Central Asia.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 2025. | May 2025. | Includes bibliographical references.

Identifiers: ISBN:

9798229007771 (English paper)

9798229008006 (French paper)

Subjects: LCSH: Economic forecasting—Middle East. | Economic forecasting—Asia, Central. | Economic development—Middle East. | Economic development—Asia, Central. | Middle East—Economic conditions. | Asia, Central—Economic conditions.

Classification: LCC HC415.15.A1 R44 2025

Le rapport sur les *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* est publié deux fois par an, au printemps et à l'automne, et rend compte de l'évolution économique de la région. Les estimations, projections et considérations de politique économique qu'il présente sont celles des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement les points de vue du FMI, de son conseil d'administration ni de sa direction.



Les commandes peuvent être effectuées par Internet ou courrier :

International Monetary Fund, Publication Services

P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.

Tél. : +(1) 202.623.7430

Télec. : +(1) 202.623.7201

publications@IMF.org

IMFbookstore.org

elibrary.IMF.org

Table des matières

Remerciements	v
Groupe de pays	vi
Hypothèses et conventions	viii
Moyen-Orient et Asie centrale : abréviations des pays	viii
Résumé	ix
1. Évolution de la situation régionale et perspectives économiques : se frayer un chemin dans le brouillard ..	1
1.1. Contexte mondial : une période singulièrement incertaine	1
1.2. Région MOAN et Pakistan : les perspectives s’assombrissent un peu plus	1
1.3. Caucase et Asie centrale : le dynamisme de la croissance se heurte à des vulnérabilités	9
1.4. Risques : la balance penche vers la baisse	12
1.5. Domaines d’action prioritaires en contexte de forte incertitude	13
Le FMI est fortement engagé aux côtés des régions MOAN et CAC.....	15
Bibliographie	25
2. Surmonter les aléas : renforcer la résilience en période de grande incertitude	28
2.1. Introduction	28
2.2. Grands facteurs communs d’incertitude	29
2.3. Les facteurs d’incertitude nationaux varient d’une région à l’autre.....	31
2.4. Les conséquences économiques défavorables de l’incertitude	32
2.5. Promouvoir la résilience dans une conjoncture très incertaine	36
Bibliographie	38
ENCADRÉS	
Encadré 1.1. Réduction de la production de pétrole par l’OPEP+ : composer avec l’incertitude économique	16
Encadré 1.2. Investissement direct étranger : des tendances divergentes au Moyen-Orient et en Asie centrale	18
Encadré 1.3. Évolutions des politiques commerciales à l’échelle mondiale et conséquences pour le Moyen-Orient et l’Asie centrale	20
Encadré 1.4. Région Moyen-Orient et Afrique du Nord : aide publique au développement et insécurité alimentaire	22
Encadré 1.5. Enseignements des efforts internationaux dans les pays sortants d’un conflit.....	23
GRAPHIQUES	
Graphique 1.1. CCG : consommation privée réelle et croissance de l’investissement total	2
Graphique 1.2. Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN : soldes budgétaires et courants	3
Graphique 1.3. Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN : croissance du PIB réel.....	3
Graphique 1.4. Pays importateurs de pétrole de la région MOAN et Pakistan : croissance du PIB réel.....	5
Graphique 1.5. PE&PRI MOAN et Pakistan : dette des administrations publiques, 2024.....	6

Graphique 1.6. PE&PRI MOAN et Pakistan : évolution des soldes global et primaire et contributions des différentes composantes, 2023-24	6
Graphique 1.7. Pays importateurs de pétrole de la région MOAN et Pakistan : inflation globale.....	6
Graphique 1.8. PE&PRI et PFR de la région MOAN et Pakistan : déterminants de l'évolution du solde courant, 2023-24	7
Graphique 1.9. PE&PRI MOAN et Pakistan : besoins de financements publics bruts	8
Graphique 1.10. PE&PRI MOAN et Pakistan : rendements et écarts de rendement sur la dette souveraine extérieure	8
Graphique 1.11. Région CAC : évolution des projections de croissance pour 2024	9
Graphique 1.12. Région CAC : croissance du crédit au secteur privé et contributions à celle-ci, dernière période connue.....	10
Graphique 1.13. Région CAC : envois de fonds entrants.....	10
Graphique 1.14. CAC : croissance des exportations et des importations hors pétrole par partenaire commercial.....	11
Graphique 1.15. Région CAC : croissance du PIB réel et contributions à cette dernière	11
Graphique 2.1. Mesures de l'incertitude économique mondiale.....	29
Graphique 2.2. Indice mondial d'incertitude	29
Graphique 2.3. Facteurs d'incertitude	30
Graphique 2.4. MOAN, CAC et reste du monde : facteurs d'incertitude.....	31
Graphique 2.5. Incertitude : canaux de transmission	32
Graphique 2.6. Régions MOAN et CAC : effet des chocs d'incertitude nationaux sur les indicateurs des marchés financiers.....	33
Graphique 2.7. Régions MOAN et CAC : effets des chocs d'incertitude nationaux sur l'économie réelle	34
Graphique 2.8. Région MOAN : effet sur le PIB réel compte tenu des facteurs de vulnérabilité macroéconomique préexistants	35
Graphique 2.9. Régions MOAN et CAC : effets des chocs d'incertitude mondiaux.....	36
Graphique 1.1.1 de l'encadré. Membres de l'OPEP+ : contribution à la politique de réduction de la production de pétrole.....	16
Graphique 1.1.2 de l'encadré. Prix du pétrole brut de Brent.....	16
Graphique 1.2.1 de l'encadré. Région MOAN, Pakistan et région CAC : investissement direct étranger.....	18
Graphique 1.2.2 de l'encadré. Nombre d'accords d'IDE et climat des affaires, 2021-22	19
Graphique 1.3.1 de l'encadré. Estimations de l'incidence directe à court terme de la hausse des droits d'importation sur les exportations	20
Graphique 1.3.2 de l'encadré. Moyen-Orient et Asie centrale : exposition à la demande extérieure	21
Graphique 1.4.1 de l'encadré. Région MOAN, Afghanistan et Pakistan : aide publique au développement par source	22
Graphique 1.4.2 de l'encadré. Dix pays souffrant le plus d'insécurité alimentaire et leur degré de dépendance à l'APD	22

TABLEAUX

Tableau 1.1. Principaux indicateurs économiques, 2022-26	26
Tableau 1.2. Croissance du PIB réel, 2024-26.....	27

Remerciements

Les *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale* sont établies chaque printemps et chaque automne par le département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Les analyses et projections figurant dans le présent rapport relèvent pleinement des activités de surveillance de l'évolution et des politiques économiques des pays membres que mène le département. Elles s'appuient principalement sur les informations recueillies par les services du département au cours de consultations avec les pays membres.

Les analyses figurant dans la présente édition des *Perspectives économiques régionales* ont été coordonnées sous la supervision de Jihad Azour (directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale). Les travaux ont été dirigés par Vivek Arora (directrice adjointe du département), Roberto Cardarelli (chef de la division analyse et stratégie régionales), ainsi que par John Bluedorn et Cesar Serra (tous deux chefs adjoints de la division analyse et stratégie régionales).

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Faris Abdurrachman, Apostolos Apostolou, Botir Baltabaev, Serpil Bouza, Vizhdan Boranova, Bronwen Brown, Steven Dang, Hasan Dudu, Eliakim Kakpo, Colombe Ladreit, Troy Matheson, Borislava Mircheva, Karmen Naidoo, Salem Nechi, Thomas Piontek, Bilal Tabti, Subi Suvetha Velkumar et Qirui Zhang.

Vizhdan Boranova a établi l'annexe statistique et assuré la gestion de la base de données. Faris Abdurrachman, Steven Dang, Subi Suvetha Velkumar et Qirui Zhang ont fourni une aide à la recherche.

Bronwen Brown a corrigé le manuscrit anglais du rapport. Cheryl Toksoz a dirigé l'équipe de rédaction du département de la communication et géré la production du rapport. Maria Gaetskaya et Adetoro Olatidoye ont apporté leur concours à la production du rapport. Ahmed Al Zadjali, Botir Baltabaev, Eliakim Kakpo, Salem Nechi et Bilal Tabti ont revu les traductions et collaboré avec Noha ElShalkany et Heba Khalil (pour la version arabe) ; Benjamin Corbel, Marion Delépine et Monica Nepote-Cit (pour la version française) ; ainsi que Alexandra Akchurin, Denis Pshenichnikov et Mikhail Surin (pour la version russe), qui ont bénéficié du soutien de Kirill Vompe (du centre pour la coordination des traductions) – tous de la division services linguistiques du département services intégrés et équipements du FMI.

Groupes de pays

Moyen-Orient et Asie centrale : groupes régionaux

Moyen-Orient et Asie centrale			Autres groupes régionaux	
Caucase et Asie centrale (CAC)	Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)	Autres	Monde arabe	Afrique du Nord
Arménie	Algérie	Afghanistan	Algérie	Algérie
Azerbaïdjan	Arabie saoudite	Pakistan	Arabie saoudite	Djibouti
Géorgie	Bahreïn		Bahreïn	Égypte
Kazakhstan	Cisjordanie et bande de Gaza		Cisjordanie et bande de Gaza	Libye
Ouzbékistan	Djibouti		Djibouti	Maroc
République kirghize	Égypte		Égypte	Mauritanie
Tadjikistan	Émirats arabes unis		Émirats arabes unis	Soudan
Turkménistan	Iran		Iraq	Tunisie
	Iraq		Jordanie	
	Jordanie		Koweït	
	Koweït		Liban	
	Liban		Libye	
	Libye		Maroc	
	Maroc		Mauritanie	
	Mauritanie		Oman	
	Oman		Qatar	
	Qatar		République arabe syrienne	
	République arabe syrienne		Somalie	
	Somalie		Soudan	
	Soudan		Tunisie	
	Tunisie		Yémen	
	Yémen			

MOAN, Afghanistan et Pakistan : regroupements analytiques¹

Pays exportateurs de pétrole (PEP)		Pays importateurs de pétrole (PIP)		Pays fragiles ou touchés par un conflit	
Conseil de coopération du Golfe (CCG)	Autres	Pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI)	Pays à faible revenu (PFR)	Tous les pays fragiles ou touchés par un conflit	Pays touchés par un conflit
Arabie saoudite	Algérie	Cisjordanie et bande de Gaza	Afghanistan	Afghanistan	Afghanistan
Bahreïn	Iran	Égypte	Djibouti	Cisjordanie et bande de Gaza	Cisjordanie et bande de Gaza
Émirats arabes unis	Iraq	Jordanie	Mauritanie	Iraq	Iraq
Koweït	Libye	Liban	République arabe syrienne	Liban	Liban
Oman		Maroc	Somalie	Libye	République arabe syrienne
Qatar		Pakistan	Soudan	République arabe syrienne	Somalie
		Tunisie	Yémen	Somalie	Soudan
				Soudan	Yémen
				Yémen	

Caucase et Asie centrale : regroupements analytiques

Pays exportateurs de pétrole (PEP)	Pays importateurs de pétrole (PIP)	
	Pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI)	Pays à faible revenu (PFR)
Azerbaïdjan	Arménie	Ouzbékistan
Kazakhstan	Géorgie	République kirghize
Turkménistan		Tadjikistan

¹La région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale est divisée en deux principaux groupes distincts, en fonction des recettes d'exportation : 1) les pays exportateurs de pétrole (PEP) et 2) les pays importateurs de pétrole (PIP). Le groupe des PIP comprend, en fonction du niveau de revenu, 1) les pays émergents et les pays à revenu intermédiaire (PE&PRI) ; et 2) les pays à faible revenu (PFR). D'autres regroupements sur la base de la région et en fonction de critères analytiques peuvent être utilisés pour permettre une ventilation plus détaillée aux fins d'analyse et de continuité.

Hypothèses et conventions

Les projections de l'édition de mai 2025 des *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale* reposent sur plusieurs hypothèses. Il est supposé que les politiques économiques nationales actuelles seront maintenues, que le cours moyen du baril de pétrole² sera de 66,94 dollars en 2025 et de 62,38 dollars en 2026, et que le rendement nominal à trois mois des bons du Trésor américain s'établira en moyenne à 4,2 % en 2025 et à 3,5 % en 2026. Il s'agit d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les données relatives aux années 2025-30 qui figurent dans les graphiques et les tableaux sont des projections. Sauf indication contraire, ces dernières sont basées sur les données statistiques disponibles pour la période se terminant fin avril 2025.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente publication :

- Les légères différences entre les totaux et la somme de leurs composantes sont dues aux arrondis.
- Un tiret (-) entre des années ou des mois (par exemple 2023-24 ou janvier-juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois, inclus ; la barre oblique (/) entre deux années ou mois (par exemple 2023/24) indique un exercice budgétaire (ou financier).
- Par « point de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à ¼ de point (de pourcentage).

Dans plusieurs occurrences, le terme « pétrole » comprend le gaz, qui est aussi une ressource importante pour plusieurs pays.

Dans la présente publication, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière séparée et indépendante.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

Moyen-Orient et Asie centrale : abréviations des pays

AFG	Afghanistan	IRN	Iran	MAR	Maroc	SYR	Rép. arabe syrienne
ALG	Algérie	IRQ	Iraq	MRT	Mauritanie	TJK	Tadjikistan
ARM	Arménie	JOR	Jordanie	OMN	Oman	TKM	Turkménistan
AZE	Azerbaïdjan	KAZ	Kazakhstan	PAK	Pakistan	TUN	Tunisie
BHR	Bahreïn	KGZ	Rép. kirghize	QAT	Qatar	UAE	Émirats arabes unis
DJI	Djibouti	KWT	Koweït	SAU	Arabie saoudite	UZB	Ouzbékistan
EGY	Égypte	LBN	Liban	SDN	Soudan	WBG	Cisjordanie et bande de Gaza
GEO	Géorgie	LBY	Libye	SOM	Somalie	YEM	Yémen

Résumé

La reprise de l'économie mondiale à la suite des multiples chocs négatifs survenus ces dernières années semble de plus en plus fragile et exposée à de nouveaux risques. L'aggravation de la fragmentation géopolitique, l'intensification des tensions commerciales et l'affaiblissement de la coopération internationale engendrent une incertitude extraordinaire qui pèse sur les perspectives économiques mondiales, avec des prévisions de croissance plus faibles et des déséquilibres économiques plus prononcés que prévu dans l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* (PER). Le pic d'incertitude économique mondiale au cours des premiers mois de 2025 commence à affecter les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) et du Caucase et de l'Asie centrale (CAC) en raison de la baisse des prix de l'énergie et du resserrement des conditions financières extérieures. Les facteurs mondiaux jouent un rôle majeur dans l'incertitude qui règne dans ces pays (chapitre 2), amplifiant les sources importantes d'incertitude pour la région, notamment les conflits, les foyers d'instabilité politique et la vulnérabilité face aux graves évolutions de la situation climatique.

Selon les estimations, la croissance dans la région MOAN a ralenti en 2024. Les conflits ont pesé dans certains pays importateurs de pétrole. Les pays exportateurs de pétrole sont parvenus à tirer leur épingle du jeu dans un environnement économique complexe et incertain, grâce à la mise en œuvre de mesures de diversification, malgré une contraction de l'activité pétrolière due à la décision de l'OPEP+ de prolonger sa politique de réduction de la production de pétrole. La croissance devrait toutefois continuer d'augmenter en 2025 et 2026, mais à un rythme nettement plus lent que prévu en octobre dernier. En effet, les répercussions de l'aggravation des tensions commerciales dans le monde et du haut degré d'incertitude s'ajoutent à une reprise plus progressive de la production pétrolière (après le maintien des réductions volontaires de la production décidées par l'OPEP+ et le durcissement des sanctions à l'encontre de la République islamique d'Iran), aux effets persistants des conflits dans la région et aux avancées plus lentes que prévu de la mise en œuvre des réformes structurelles dans certains pays. L'inflation devrait continuer de diminuer progressivement à moyen terme, et ne rester élevée que dans quelques cas.

La croissance de la production des pays de la région CAC a été robuste en 2024 et supérieure aux projections de l'édition d'octobre 2024 des PER, ce qui tient principalement à des retombées positives plus fortes et plus durables que prévu sur la demande intérieure de la guerre menée par la Russie en Ukraine. Ces effets devraient se normaliser au cours des prochaines années et, combinés à la stagnation de la croissance de la production d'hydrocarbures et à l'adoption de mesures de relance budgétaire plus timides, devraient entraîner un ralentissement de la croissance économique dans la région CAC. L'inflation est orientée à la baisse dans la plupart des pays et devrait généralement rester à l'intérieur des cibles fixées à moyen terme.

Les risques qui pèsent sur les perspectives continuent d'être baissiers. Les principaux risques à la baisse pour ces perspectives sont une résurgence de conflits et une montée persistante de l'incertitude à l'échelle mondiale, en particulier en raison de l'évolution des droits de douane et des éventuelles perturbations des échanges commerciaux qui pourraient étouffer la demande intérieure et extérieure, resserrer davantage les conditions financières et affaiblir le secteur pétrolier. Notre analyse montre que les pics d'incertitude provoqués par des chocs mondiaux sont associés à des pertes de production importantes et persistantes tant dans la région MOAN que dans la région CAC (chapitre 2). Si la forte augmentation de l'incertitude observée depuis le début de 2025 se poursuit, la production pourrait chuter d'environ 4,5 % par rapport à sa tendance initiale après deux ans pour le pays moyen des régions MOAN et CAC. Il faut noter que des aléas haussiers sont aussi présents : un règlement rapide et durable des conflits dans la région et une mise en œuvre plus efficace des réformes structurelles pourraient conduire à une amélioration plus forte que prévu des perspectives économiques à court et moyen termes.

Dans un contexte marqué par une incertitude exceptionnellement élevée, les dirigeants sont confrontés à la tâche difficile d'atténuer les risques à court terme tout en reconstituant des marges de manœuvre économiques et en poursuivant simultanément les objectifs de croissance à moyen terme. À un moment où de nouveaux chocs négatifs sur la croissance et les conditions financières sont possibles, il devient encore plus crucial de renforcer la viabilité budgétaire et de maintenir la stabilité des prix. Afin de privilégier la stabilité macroéconomique, il sera nécessaire d'éviter de proposer un soutien budgétaire coûteux et difficile à arrêter aux secteurs ou entreprises affectés par de

nouvelles mesures protectionnistes. Il conviendrait davantage d'accélérer les réformes structurelles pour renforcer la compétitivité internationale et attirer les investissements directs étrangers dans les industries non extractives. La diversification de l'économie, en allant au-delà des partenaires commerciaux et produits de base traditionnels, ainsi que l'approfondissement de l'intégration interrégionale, contribueront à renforcer la résilience aux chocs extérieurs. Le renforcement de la gouvernance et des cadres institutionnels améliorera la capacité des pays à réagir efficacement à la montée de l'incertitude. Si les réformes de la gouvernance sont essentielles pour préparer la reconstruction et la stabilisation des pays touchés par un conflit, de nouvelles formes de coopération internationale faisant intervenir les parties prenantes régionales seront essentielles pour garantir les financements considérables et nécessaires à la reconstruction et à l'aide humanitaire dans un contexte de diminution des financements extérieurs, y compris de l'aide internationale.

1. Évolution de la situation régionale et perspectives économiques : se frayer un chemin dans le brouillard¹

1.1. Contexte mondial : une période singulièrement incertaine

Depuis l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, le paysage économique mondial a changé et de nouveaux chocs menacent l'économie mondiale. L'annonce et l'application d'une série de mesures tarifaires au début du mois d'avril par les États-Unis et les mesures de rétorsion prises par leurs partenaires commerciaux en conséquence ont porté les droits de douane effectifs à des niveaux jamais observés depuis un siècle. Le caractère imprévisible de la mise en œuvre de ces mesures est à même de pénaliser lourdement l'activité économique, bien qu'il soit difficile de produire rapidement des projections cohérentes sur le plan interne du fait de leur complexité et leur évolution rapide.

À partir du point de repère du 4 avril, les projections de la croissance économique mondiale en 2024 ont été révisées à la baisse de 0,4 point de pourcentage depuis octobre. La croissance aux États-Unis devrait diminuer de 1 point de pourcentage en 2025 par rapport à l'année dernière, la forte incertitude et les tensions commerciales assombrissant les perspectives de la demande. Dans la zone euro, la croissance devrait ralentir plus modestement en 2025, puis se redresser légèrement en 2026, étant donné que l'assouplissement budgétaire attendu en Allemagne devrait en partie annuler l'impact négatif de la montée des incertitudes, du relèvement des droits de douane et du resserrement des conditions financières. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait fléchir de 0,5 point de pourcentage cette année par rapport à 2024 et osciller juste au-dessus de 4 % à moyen terme, sachant que les perspectives à court terme de la Chine ont été fortement révisées à la baisse compte tenu de la majoration des droits d'importation. Dans le même temps, la désinflation devrait marquer le pas dans de nombreux pays avancés. Dans ce contexte, le taux des fonds fédéraux aux États-Unis devrait désormais atteindre son équilibre de long terme, à savoir 2,9 % au premier trimestre de 2029 – soit près de trois ans plus tard que ne le supposaient les projections calculées en octobre dernier. Les prix du pétrole devraient reculer en 2025 jusqu'à 66,9 dollars le baril, soit près de 6 dollars de moins qu'anticipé en octobre. En effet, l'élimination graduelle par l'OPEP+ de ses mesures de réduction de la production de pétrole et la forte augmentation de l'offre de pétrole des pays non membres de l'OPEP+ devraient plus que compenser la modeste hausse de la demande mondiale de pétrole sur fond d'anticipations de ralentissement de la croissance économique mondiale (encadré 1.1).

Ces projections sont entourées de sérieux risques baissiers. Une guerre commerciale et la persistance d'incertitudes en matière de politique commerciale, notamment liées à l'instabilité des droits de douane, pourraient freiner un peu plus la croissance à court et moyen termes. Si l'inflation se maintient dans certains pays ou accélère de nouveau à cause de nouvelles mesures, les banques centrales pourraient garder leurs taux directeurs à des niveaux supérieurs à ceux actuellement anticipés, ce qui entraînerait des sorties de capitaux et durcirait les conditions financières, surtout dans les pays émergents et les pays en développement en situation de surendettement. La résilience dont font preuve de nombreux grands pays émergents pourrait se révéler éphémère, étant donné qu'il est plus difficile d'assurer le service d'une dette importante lorsque l'environnement mondial se détériore.

1.2. Région MOAN et Pakistan : les perspectives s'assombrissent un peu plus

Les tendances récentes en matière de croissance font apparaître une divergence entre les pays exportateurs de pétrole et les pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (région MOAN et Pakistan). En 2024, la plupart des pays exportateurs de pétrole sont parvenus à tirer leur épingle du jeu dans un environnement économique complexe et incertain, grâce à la mise en œuvre de mesures de diversification, malgré une contraction de l'activité pétrolière due à la décision de l'OPEP+ de prolonger sa politique de réduction de la production de pétrole. À l'inverse, les conflits en cours dans la région MOAN et leurs répercussions ont pesé sur la croissance dans plusieurs pays importateurs de

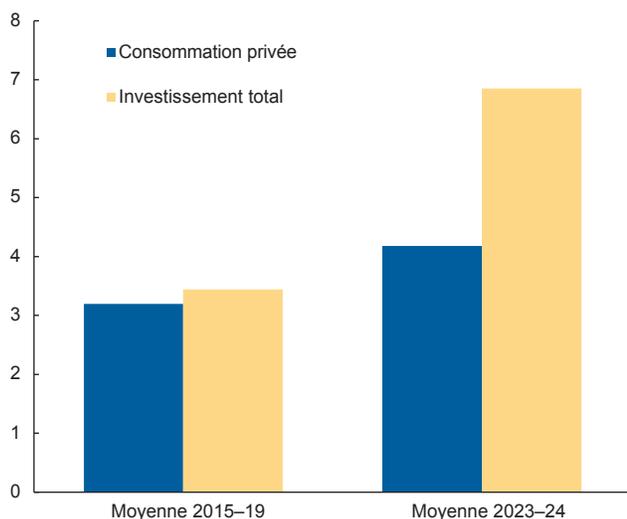
¹Ce chapitre a été rédigé par Apostolos Apostolou, Vizhdan Boranova, Bronwen Brown, Steven Dang, Hasan Dudu, Eliakim Kakpo, Borislava Mircheva (coautrice principale), Karmen Naidoo, Salem Nechi, Thomas Piontek (coauteur principal) et Subi Suvetha Velkumar.

pétrole. S'agissant de l'avenir, l'activité économique dans la région MOAN et au Pakistan devrait se redresser, conformément aux projections antérieures, mais considérablement moins vite qu'anticipé en octobre, reflétant les retombées de l'escalade des tensions commerciales dans le monde et de l'incertitude accrue, qui s'ajoutent à un redémarrage plus graduel que prévu de la production de pétrole, à une résolution plus lente que prévu des conflits dans la région et à des progrès plus lents qu'anticipé sur le plan des réformes structurelles, surtout en Égypte.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN

Évolution récente : le dynamisme de l'activité hors pétrole a aidé à compenser l'atonie de la production de pétrole

Graphique 1.1. CCG : consommation privée réelle et croissance de l'investissement total
(Variation en pourcentage sur un an, moyenne pondérée)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : L'investissement total recouvre l'investissement public (y compris via des fonds souverains) et l'investissement privé. CCG = Conseil de coopération du golfe.

Malgré une nouvelle contraction de l'activité pétrolière sous l'effet conjugué de la décision de l'OPEP+ de prolonger sa politique de réduction de la production de pétrole et des sanctions imposées à la République islamique d'Iran, la moitié des pays exportateurs de pétrole de la région ont vu leur croissance accélérer en 2024, tirée par le dynamisme de l'activité non pétrolière. L'impact des conflits dans la région, y compris des tensions en mer Rouge, s'est avéré modéré dans l'ensemble, sans grande incidence sur les flux de commerce, d'investissement et de tourisme. En conséquence, la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOAN a atteint 2,2 % en 2024 (soit 0,1 point de pourcentage de moins qu'anticipé en octobre), un taux proche de celui enregistré en 2023 (2,1 %).

La vitalité de la croissance hors secteur pétrolier dans la plupart des pays exportateurs de pétrole en 2024 (3,4 %) tient à des facteurs différents selon les pays. Ainsi, dans la majorité des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le niveau favorable des prix du pétrole, les investissements nationaux réalisés par le fonds souverain (Arabie saoudite) et la mise en œuvre d'ambitieuses réformes de diversification ont contribué à accroître la consommation privée et l'investissement (graphique 1.1). Les réformes axées sur l'environnement des entreprises ont commencé à porter leurs fruits : l'investissement direct étranger (IDE)

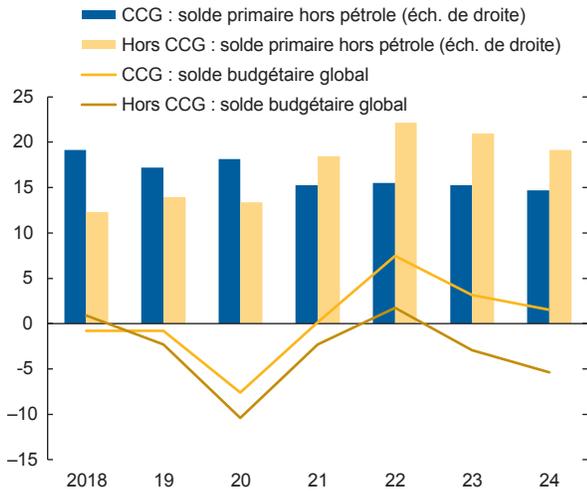
a augmenté de près de 2 points de pourcentage du PIB en 2023-24 par rapport à avant la pandémie (encadré 1.2). Dans les pays non membres du CCG, l'activité non pétrolière a été stimulée par la relance budgétaire en Algérie, alors que l'expansion budgétaire s'est révélée plus faible que prévu en Iraq du fait de contraintes financières.

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOAN ont tiré parti de l'essor de l'activité économique et des avantages générés par les prix de l'énergie pour resserrer quelque peu leur politique budgétaire l'année dernière. Les déficits primaires hors pétrole se sont réduits de 2 points de pourcentage du PIB hors pétrole en 2024 par rapport à l'année précédente, notamment en raison d'une baisse de l'investissement et d'une montée des recettes non pétrolières (graphique 1.2, page 1). Alors que les positions budgétaires des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) se sont améliorées par rapport à leurs niveaux avant la pandémie, les pays non membres du CCG (Algérie, Iraq, Libye) continuent de présenter des déficits (hors pétrole) significativement supérieurs à ceux observés avant la pandémie parce qu'ils n'ont pas encore totalement éliminé les mesures de soutien aux salaires, les subventions et les transferts adoptés ces dernières années. Malgré la légère amélioration du solde hors pétrole, la baisse des recettes pétrolières s'est traduite par une détérioration du solde budgétaire global dans les pays exportateurs de pétrole, qui s'est creusé de 6,4 points de pourcentage par rapport à leur pic enregistré en 2022 (graphique 1.2, page 1). S'agissant de la politique monétaire, étant donné que les taux d'inflation sont passés sous la barre des 2 %, la plupart des banques centrales du CCG ont infléchi la trajectoire des taux d'intérêt directeurs suivant le cycle d'assouplissement de la Réserve fédérale, en adéquation avec l'ancrage de leur monnaie au dollar. Dans les pays non membres du CCG, l'inflation a reflué en Algérie, en Iraq et en Libye en raison du recul des prix de l'alimentation,

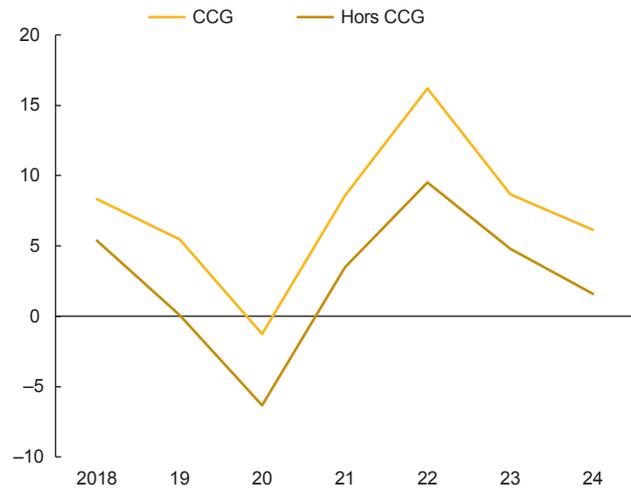
Graphique 1.2. Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN : soldes budgétaires et courants

(En pourcentage du PIB ; en pourcentage du PIB non pétrolier pour le solde primaire non pétrolier ; moyennes pondérées)

1. Solde budgétaire



2. Solde courant



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

mais seul l'Iraq a abaissé son taux directeur. Dans la République islamique d'Iran, l'inflation est restée élevée à cause de la forte dépréciation du rial et du rétablissement des sanctions à l'encontre du pays.

Le renforcement de la demande intérieure et la politique de réduction de la production de pétrole ont généralement fragilisé la position extérieure des pays exportateurs de pétrole de la région MOAN en 2024. Selon les estimations, les excédents courants ont diminué de 10 points de pourcentage du PIB depuis leur sommet enregistré en 2022 pour les pays du CCG et d'environ 8 points de pourcentage du PIB pour les pays non membres du CCG (graphique 1.2, page 2). Quant aux excédents extérieurs, ils ont été investis à l'étranger et accumulés sous la forme de réserves internationales, sachant cependant que le degré d'accumulation varie selon les pays exportateurs de pétrole. Dans le cadre de leur stratégie visant à diversifier les sources de financement et à réformer les finances publiques (FMI, 2024), certains pays du CCG ont fait appel aux marchés obligataires internationaux en 2024 (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Qatar). Par conséquent, la plupart des pays exportateurs de pétrole ont conservé de confortables réserves de change.

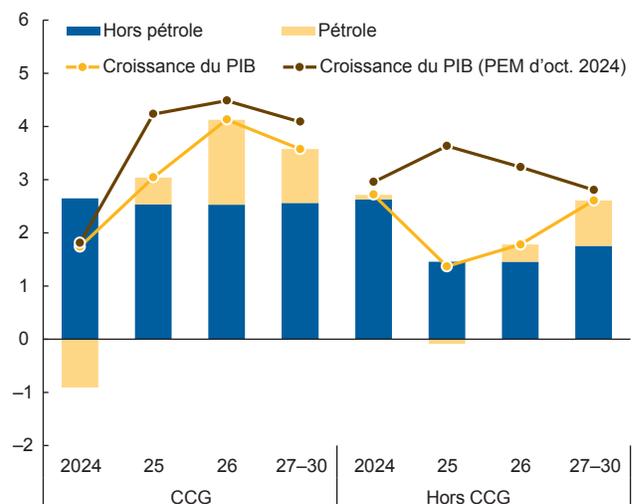
Perspectives : les trajectoires des pays exportateurs de pétrole divergent

Les pays exportateurs de pétrole membres du CCG et ceux non membres du CCG présentent des perspectives économiques de plus en plus divergentes (graphique 1.3) :

- CCG. La croissance devrait se renforcer en 2025 et en 2026, bien que de façon moins rigoureuse qu'anticipé en octobre dernier, à cause d'une croissance non pétrolière plus faible, de la décision de l'OPEP+ de prolonger ses mesures de réduction de la production de pétrole jusqu'en avril 2025, et d'éliminer ces dernières de façon plus progressive qu'attendu d'ici la fin de 2026. La croissance non pétrolière devrait être soutenue par les projets

Graphique 1.3. Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN : croissance du PIB réel

(Variation en pourcentage sur un an ; contributions en points de pourcentage ; moyennes pondérées)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les projections issues de l'édition d'octobre 2024 des PEM portent jusqu'en 2029. CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

d'infrastructures en cours et les efforts de diversification, bien qu'elle ait été revue à la baisse par rapport aux attentes d'octobre, du fait du recalibrage des plans de dépenses d'investissement résultant de la baisse des prix du pétrole – encore amplifiée par la baisse des prix du pétrole due à la récente escalade des tensions commerciales – ainsi que des répercussions générales attendues de l'augmentation de l'incertitude mondiale sur le moral des consommateurs et des entreprises. Les retombées directes des modifications des droits de douane sont généralement limitées en raison de l'exemption accordée sur les exportations d'énergie et le volume limité des exportations de produits hors pétrole vers les États-Unis (encadré 1.3). À moyen terme, la croissance devrait être soutenue par l'expansion du gaz naturel en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, à Oman et au Qatar (FMI, 2024). La croissance hors secteur pétrolier devrait demeurer vigoureuse, soutenue par les projets d'infrastructure en cours et les efforts de diversification, bien qu'un peu moins que prévu en octobre dernier, principalement du fait du recalibrage des plans de dépenses d'investissement en Arabie saoudite. L'inflation devrait conserver son ancrage autour de 2 %, et la politique budgétaire devrait devenir moins propice à la croissance parallèlement à l'assainissement des finances publiques. Les soldes budgétaires hors pétrole devraient s'améliorer grâce aux mesures destinées à rationaliser les dépenses et à accroître les recettes non pétrolières – dont la possible introduction d'un impôt minimum sur les multinationales dans l'ensemble des pays du CCG et d'un impôt sur le revenu des personnes physiques à Oman – et grâce aux réformes de l'administration fiscale visant à élargir l'assiette de l'impôt en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et à Oman. Malgré le redémarrage de la production de pétrole, la vitalité de la demande intérieure et la baisse des prix du pétrole devraient continuer à réduire les excédents courants à moyen terme. Cela étant, les amples réserves de change, la dynamique actuelle des réformes et la consolidation des cadres stratégiques offrent d'importants coussins d'amortissement face aux incertitudes mondiales.

- *Pays exportateurs de pétrole non membres du CCG.* La croissance devrait chuter de plus d'un point de pourcentage en 2025, ce qui correspond à une forte révision à la baisse (plus de 2 points de pourcentage) par rapport à octobre, avant de remonter légèrement en 2026. Cette révision à la baisse en 2025 tient à une nette diminution des projections de production de pétrole en raison de la prolongation de la politique de réduction de la production de pétrole (Iraq) et du durcissement des sanctions imposées à la République islamique d'Iran (lequel pèse également sur les importations de gaz et la production d'électricité de l'Iraq), et une croissance non pétrolière affaiblie par la suppression des investissements publics due à la baisse des prix du pétrole (Algérie, Iraq). La croissance hors pétrole sera aussi pénalisée par le retrait progressif des mesures budgétaires expansionnistes déployées en 2021 et en 2022 et par les efforts visant à contenir la hausse de la dette publique à moyen terme (Algérie, Iraq). L'inflation devrait diminuer de façon graduelle, tout en restant élevée en République islamique d'Iran. Les excédents courants devraient se resserrer au cours des prochaines années du fait de l'atonie de la croissance du secteur pétrolier et du recul des prix du pétrole.

Pays importateurs de pétrole de la région MOAN et Pakistan :

Évolution récente : les conflits freinent la croissance

Les conflits en cours dans la région MOAN ont un coût humanitaire considérable et engendrent de profondes séquelles économiques. Au Soudan, le conflit qui a débuté en avril 2023 a entraîné le déplacement de quelque 9 millions de personnes à l'intérieur du pays et la fuite de près de 4 millions de personnes dans les pays voisins². À la bande de Gaza, à la fin de 2024, après 15 mois de guerre, plus de 48 000 décès ont été comptabilisés, près de 90 % de la population a été déplacée et plus de deux tiers des bâtiments ont été endommagés ou détruits (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), 2025a). Au Liban, en février 2025, environ 4 300 personnes avaient été tuées et près de 100 000 déplacées (OCHA, 2025b) contre plus d'un million au plus fort du conflit. En Syrie, plus de 600 000 civils ont été tués depuis le début de la révolution en mars 2011, 16,7 millions de personnes (soit 70 % de la population approximativement) ont besoin d'aide humanitaire et 7,2 millions de personnes ont été déplacées dans leur propre pays (Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), 2024 ; OCHA, 2025c)³. L'insécurité alimentaire vient aggraver cette situation, malgré l'assistance limitée apportée par l'aide publique au développement (encadré 1.4).

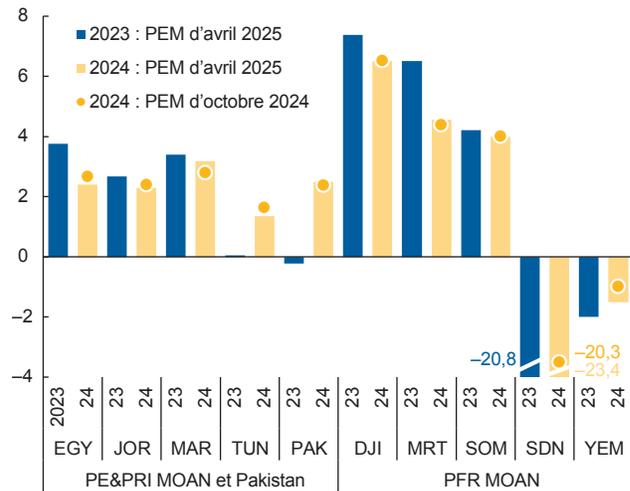
Les conflits ont de lourdes répercussions économiques pour de nombreux pays importateurs de pétrole de la région MOAN. Dans les pays directement touchés (Cisjordanie et bande de Gaza, Liban, Soudan et Yémen), la contraction économique s'élèverait à près de 40 % au Soudan, de 30 % en Cisjordanie et bande de Gaza, de 8 % au Liban et

²Ces données sont issues de la page « Soudan : point de situation » du Portail des données opérationnelles du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), consultée le 3 mars 2025, <https://data.unhcr.org/en/situations/sudansituation>.

³Aryn Baker, « How Many People Have Died in Syria's Civil War? » *New York Times*, 11 décembre 2024. <https://www.nytimes.com/2024/12/11/world/middleeast/syria-civil-war-death-toll.html>.

de 3 % au Yémen entre 2022 et 2024 (selon des données limitées). En Syrie, elle est estimée à près de 60 % depuis le début de la guerre civile en 2011. Les effets de contagion internationaux de ces conflits portent préjudice à plusieurs pays de la région. La croissance a ralenti en Égypte et en Jordanie par rapport à 2023 (graphique 1.4). En Égypte, les perturbations concernant le canal de Suez ont provoqué une forte contraction des recettes budgétaires et restreint les échanges, tandis que les pénuries de devises et le resserrement de la politique monétaire ont dégradé la confiance et bridé l'investissement. En Jordanie, le conflit a pesé sur les recettes touristiques, alors que l'accroissement de l'incertitude comprimait la consommation et l'investissement intérieurs. Seuls quelques pays importateurs de pétrole ont échappé aux effets néfastes des conflits, principalement du fait de leur éloignement géographique et de leurs faibles liens commerciaux avec les pays touchés. Le Maroc a enregistré une vigoureuse demande intérieure, portée par le rebond de la consommation privée favorisé par le ralentissement de l'inflation et le soutien budgétaire, tandis que le lancement de plusieurs projets d'infrastructure a profité à l'investissement. Quant à la Tunisie, elle a tiré parti du dynamisme des flux de touristes et des envois de fonds alors que le Pakistan a vu sa production agricole dépasser les projections et son économie se redresser après les inondations de 2023. Enfin, la Mauritanie a affiché de bons résultats dans les secteurs non extractifs.

Graphique 1.4. Pays importateurs de pétrole de la région MOAN et Pakistan : croissance du PIB réel
(Variation en pourcentage sur un an)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu.

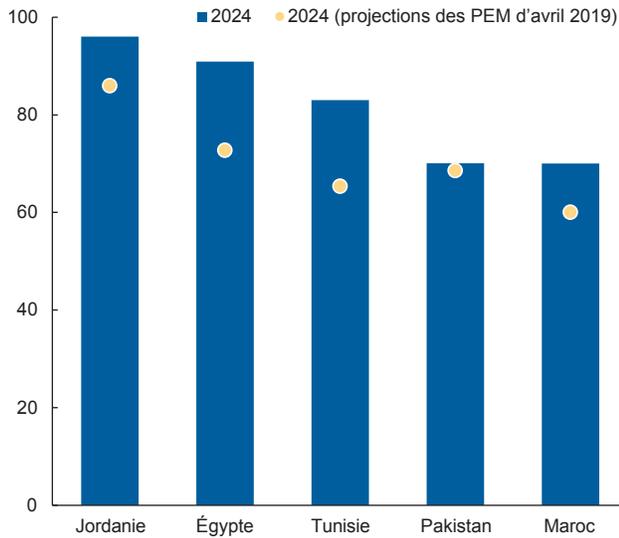
Les soldes budgétaires des pays importateurs de pétrole directement touchés par un conflit sont restés largement déficitaires. En 2024, les recettes budgétaires en Cisjordanie et bande de Gaza, au Soudan et au Yémen ont continué de chuter (leur baisse moyenne cumulée atteignant 7 points de pourcentage du PIB depuis 2022), ce qui a comprimé les dépenses. Le Soudan et le Yémen demeurent en situation de surendettement, sachant que leur dette se situe à un niveau non viable ou en arriéré de remboursement⁴. Après des années de profonde crise économique, le Liban a enregistré un excédent budgétaire en 2024, à la faveur d'une mobilisation accrue des recettes, alors même que les pressions sur les dépenses se sont accentuées au second semestre.

En Égypte, les répercussions du conflit à la bande de Gaza et en Israël, conjuguées à la montée des coûts d'emprunt, ont entravé le déploiement des mesures générales d'assainissement des finances publiques engagées depuis la pandémie. Le creusement du déficit budgétaire en 2024 tient à un niveau insatisfaisant de recettes imputable à la baisse des rentrées fiscales provenant du canal de Suez et à l'alourdissement du service de la dette, les charges d'intérêts dépassant 9 % du PIB, soit environ 2 % de plus qu'en 2023. Ces difficultés ont miné les efforts de rééquilibrage budgétaire, même si le contrôle strict des dépenses a fait augmenter l'excédent budgétaire primaire en 2024 (quoique plus faiblement qu'anticipé en octobre). De même, les avancées en matière d'assainissement des finances publiques ont aussi ralenti en 2024 à cause du conflit, en raison du tassement des recettes budgétaires imputable à la modération de la demande intérieure et au recul plus marqué qu'attendu des prix des principaux produits d'exportation, parallèlement à un accroissement des charges d'intérêts. La dette publique dans les deux pays a atteint des niveaux records au cours des dernières années, avoisinant actuellement en moyenne 90 % du PIB, un chiffre supérieur de 10 à 20 points de pourcentage aux projections antérieures à la pandémie (graphique 1.5).

À l'inverse, les positions budgétaires ont continué de s'améliorer dans les pays importateurs de pétrole non touchés par les conflits en cours (Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Tunisie ; graphique 1.6). Le solde primaire dans ces pays a augmenté de 1,4 % du PIB en moyenne en 2024 par rapport à 2023, grâce à l'accroissement des recettes fiscales et aux efforts de rationalisation des dépenses, comme la diminution des subventions (Maroc, Pakistan). Au Pakistan, la hausse des charges d'intérêts – d'environ 0,9 % du PIB par rapport à l'année précédente – a atténué les effets du rééquilibrage budgétaire.

⁴Le Soudan a rejoint l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), mais le processus n'a pas progressé depuis.

Graphique 1.5. PE&PRI MOAN et Pakistan : dette des administrations publiques, 2024
(En pourcentage du PIB)

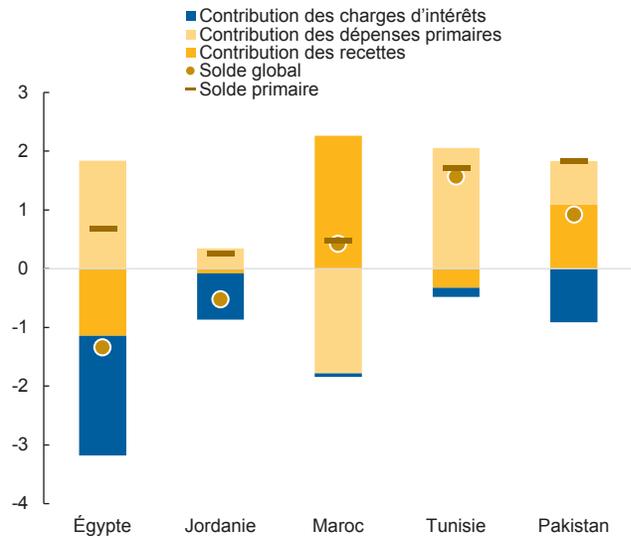


Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
 Note : Les projections concernant le Pakistan établies avant la pandémie ont été ajustées pour tenir compte du changement de l'année de référence pour le calcul du PIB opéré en 2022.
 MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

L'inflation a baissé dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOAN, essentiellement du fait du recul de l'inflation des prix des produits alimentaires. Cela étant, les chocs d'offre liés aux conflits et les perturbations des taux de change ont maintenu l'inflation au-dessus de ses moyennes historiques dans certains pays (Cisjordanie et bande de Gaza, Somalie, Soudan ; graphique 1.7). Au Liban, le net ralentissement de l'inflation en 2024 s'explique essentiellement par le maintien d'une orientation monétaire restrictive, la stabilité du taux de change, le degré élevé de dollarisation partielle et la baisse des prix des denrées alimentaires, bien que ces gains aient été en partie neutralisés par les contraintes d'offre liées aux conflits plus tard dans l'année. L'atténuation des tensions inflationnistes a amené certains pays à assouplir leur politique monétaire – depuis octobre, le Pakistan a abaissé son taux directeur de 550 points de base et le Maroc et la Tunisie de 50 points de base.

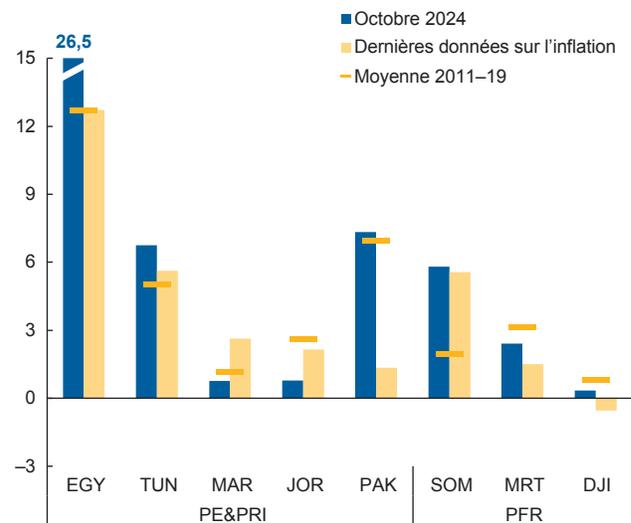
Sur le plan extérieur, d'importantes différences sont apparues entre les pays importateurs de pétrole de la région MOAN. Les soldes courants ont diminué dans les pays directement touchés par les conflits. Ainsi, le déficit courant du Yémen s'est creusé du fait de l'augmentation des importations essentielles et du maintien de la suspension des exportations de pétrole compte tenu du conflit

Graphique 1.6. PE&PRI MOAN et Pakistan : évolution des soldes global et primaire et contributions des différentes composantes, 2023-24
(En pourcentage du PIB ; contributions en points de pourcentage)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.
 Note : Les dons sont exclus du solde global, du solde primaire et des recettes totales. PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

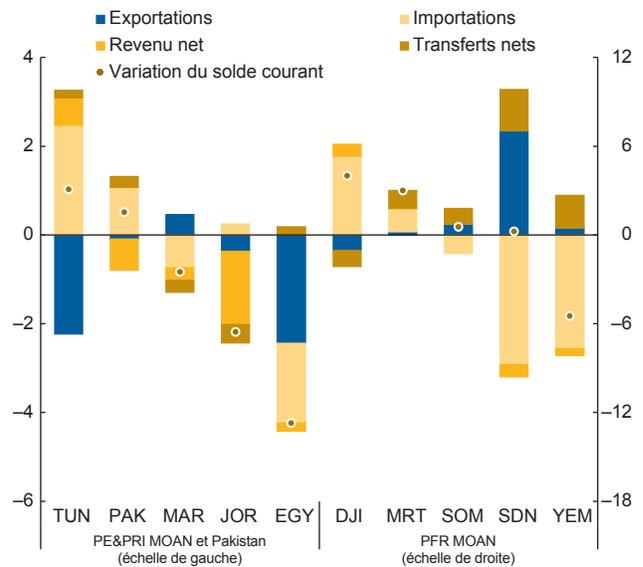
Graphique 1.7. Pays importateurs de pétrole de la région MOAN et Pakistan : inflation globale
(Variation en pourcentage sur un an, moyenne de la période)



Sources : Haver Analytics ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.
 Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les données pour les PE&PRI datent de février 2025 et celles des PFR de décembre 2024.
 MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu.

en cours, tandis que le déficit du Soudan a été globalement limité par des contraintes imposées par les limites de financement et de la résilience des exportations d'or. L'Égypte et la Jordanie ont vu leurs déficits courants augmenter, à cause des répercussions des conflits sur leur solde commercial. Parmi les pays importateurs de pétrole non directement touchés par un conflit, le Maroc a lui aussi vu son compte courant se dégrader, l'affermissement de la demande intérieure alimentant la croissance des importations (graphique 1.8). À l'inverse, les soldes courants des autres pays se sont améliorés en 2024, à la faveur d'une conjugaison de facteurs : baisse des importations et hausse des entrées d'envois de fonds (Pakistan, Tunisie) ; essor des services de transbordement (Djibouti) ; renchérissement de l'or et accroissement des envois de fonds et des dons (Somalie). Le volume important d'IDE a facilité le financement des déficits extérieurs dans certains pays, comme l'accord de développement immobilier dans la région de Ras al-Hikma en Égypte et l'IDE lié aux secteurs industriels au Maroc (encadré 1.2). Alors qu'aucun pays n'a fait appel aux marchés internationaux l'année dernière, l'Égypte et le Maroc ont émis des obligations souveraines libellées en devise au premier trimestre de 2025 (respectivement pour 2 milliards de dollars et 2,2 milliards de dollars). Dans l'ensemble, la couverture des réserves, mesurée en mois d'importations prospectives, devrait rester adéquate et supérieure à son niveau avant la pandémie dans la plupart des pays, d'autres enregistrant une couverture inférieure aux seuils d'adéquation (Djibouti, Soudan, Yémen).

Graphique 1.8. PE&PRI et PFR de la région MOAN et Pakistan : déterminants de l'évolution du solde courant, 2023-24
(En pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu.

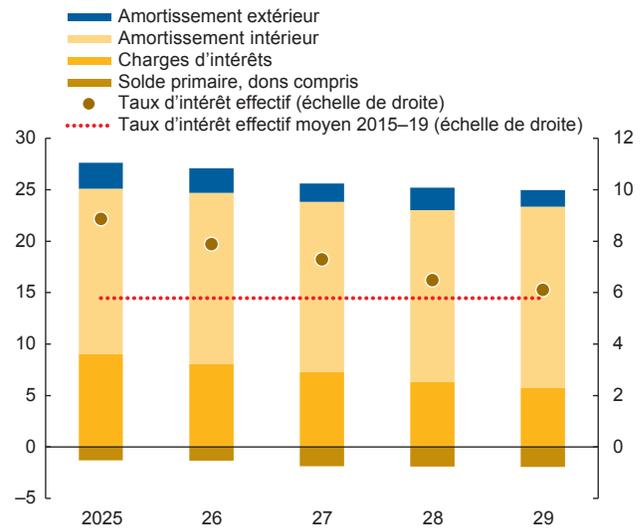
Perspectives : un rebond de la croissance sur fond de persistance des vents contraires générés par les conflits

La croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région MOAN devrait atteindre 3,4 % en 2025, puis continuer d'accélérer de façon graduelle à moyen terme. La montée des tensions commerciales dans le monde et la forte incertitude généralisée sur le plan économique s'ajoutent aux effets persistants des conflits et affaiblissent les perspectives de croissance par rapport à octobre dernier, même si l'on s'attend à ce que l'augmentation des droits de douane aient dans l'ensemble un effet direct limité (encadré 1.3).

- Dans les pays directement touchés par les conflits dans la région (Cisjordanie et bande de Gaza, Liban, Soudan, Yémen), la croissance devrait s'affermir en 2025, même si elle devrait demeurer négative dans certains cas (Soudan, Yémen). Cette amélioration attendue s'explique principalement par un effet de base, qui tient à un moindre impact négatif du conflit sur le niveau de production par rapport à 2024, et non à l'hypothèse d'une résolution progressive du conflit. Au Yémen, par exemple, les projections actuelles se fondent sur une poursuite du conflit en 2025 et en 2026, la croissance étant supposée inchangée à -1,5 % cette année et atone en 2026. À moyen terme, la résolution du conflit devrait faciliter le redémarrage des exportations de pétrole du Yémen et améliorer le solde courant, tandis que les besoins considérables de reconstruction au Soudan devraient fragiliser le solde extérieur à moyen terme. Cependant, dans les deux pays, les réserves officielles devraient rester en deçà du niveau adéquat tout au long de la période de projection.
- Dans les pays qui pâtissent des répercussions du conflit (Égypte, Jordanie), l'activité économique devrait légèrement se redresser mais rester modeste en 2025. Les avancées plus lentes qu'attendu dans la mise en œuvre des réformes structurelles en Égypte et les retombées résiduelles du conflit toujours en cours (Égypte, Jordanie) continueront de peser sur la croissance, la Jordanie étant également affectée par une réduction de l'aide étrangère et par une incertitude commerciale accrue, en raison de l'exposition de ses exportations au marché des États-Unis. À moyen terme, l'amélioration de la sécurité à l'échelle régionale devrait entraîner une reprise graduelle des exportations, de l'activité du canal de Suez et des flux touristiques et, par là, réduire le déficit courant, surtout en Égypte.

- Dans certains pays non touchés par les conflits en cours, la croissance devrait accélérer en 2025, portée par une augmentation de l'investissement (Maroc) et une demande extérieure vigoureuse (Tunisie). La croissance au Pakistan devrait demeurer globalement inchangée durant l'exercice 2025, ce qui correspond à une révision à la baisse de 0,6 point de pourcentage depuis octobre, étant donné que le fléchissement de l'activité au premier semestre de l'exercice 2025 et l'augmentation de l'incertitude ont plus qu'annulé l'impact positif de l'assouplissement monétaire récent et attendu au second semestre de l'année. Les autres pays non touchés par le conflit devraient afficher une croissance robuste à moyen terme. Djibouti devrait conserver une croissance supérieure à 5 %, alimentée par les activités portuaires, tandis que la Mauritanie devrait tirer parti du redressement de la production de gaz, d'or et de minerai de fer. La Somalie devrait voir sa croissance augmenter à mesure qu'elle récoltera les fruits de ses réformes structurelles et que l'accès aux services financiers s'améliorera. Cela étant, la diminution des dons et des envois de fonds devrait réduire les soldes extérieurs. Les projections de croissance pour certains pays ont été légèrement revues à la baisse par rapport aux prévisions d'octobre, reflétant un ralentissement anticipé de la demande extérieure, découlant des révisions à la baisse de la croissance mondiale.
- L'inflation devrait continuer de ralentir en 2025 et au-delà, conformément aux tendances mondiales. Ce reflux est attribuable à des effets de base positifs (Égypte, Pakistan), à l'atténuation des tensions sur les prix des produits primaires et alimentaires (Maroc) et à l'impact différé du resserrement de la politique monétaire (Égypte). Dans les pays touchés directement par le conflit, l'inflation devrait demeurer forte (Soudan, Yémen) du fait de la persistance de contraintes d'approvisionnement.
- L'assainissement des finances publiques devrait se poursuivre de façon progressive, sous l'effet des mesures actuelles visant à réduire la dette publique. Cela étant, les coûts d'emprunt de nombreux pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAN (PE&PRI MOAN) et du Pakistan devraient rester élevés, sachant que les taux d'intérêt effectifs devraient se maintenir au-dessus de leur niveau moyen observé avant la pandémie (graphique 1.9). Bien que les écarts de rendement entre les PE&PRI sur la dette souveraine extérieure se soient resserrés (même s'ils s'élargissent considérablement pour les pays fortement endettés dans un contexte marqué par une incertitude croissante autour de la politique commerciale mondiale), la dette arrivant à échéance devra probablement être refinancée à des taux supérieurs (Égypte, Jordanie, Pakistan, Tunisie) (graphique 1.10). Dans ce contexte, les besoins de financements publics bruts des PE&PRI MOAN et du

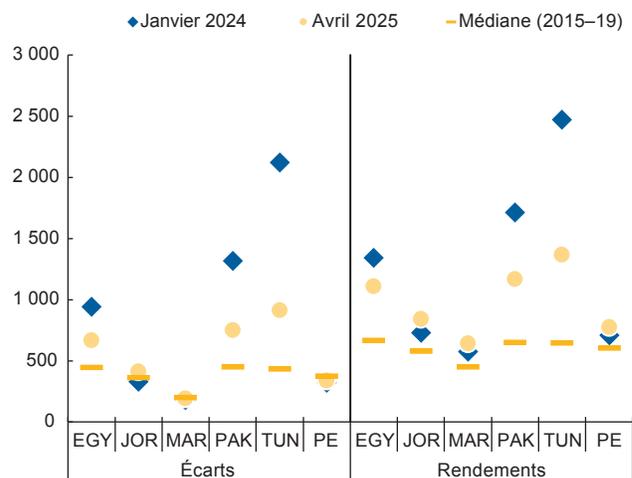
Graphique 1.9. PE&PRI MOAN et Pakistan : besoins de financements publics bruts
(En pourcentage du PIB ; taux d'intérêt en pourcentage)



Sources : FMI, base de données des Perspectives économiques régionales ; calculs des services du FMI.

Note : Le coût effectif de l'emprunt correspond aux paiements d'intérêts divisés par l'encours de dette à la fin de la période précédente. MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

Graphique 1.10. PE&PRI MOAN et Pakistan : rendements et écarts de rendement sur la dette souveraine extérieure
(En points de base)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

Note : Les rendements et les écarts de rendement des obligations d'État sont issus de l'indice des rendements des titres de dette des pays émergents (*Emerging Market Bond Index Global*) de J.P. Morgan. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PE = pays émergents ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Pakistan devraient atteindre au total 263 milliards de dollars en 2025 (contre 249 milliards de dollars en 2024) et 303 milliards de dollars d'ici 2029 (plus de 38 milliards de dollars de plus que projeté en octobre). Cette situation aggrave les risques qui pèsent sur la viabilité de la dette, exposant ces pays aux volte-face des investisseurs et à l'accentuation de l'incertitude à l'échelle mondiale (chapitre 2). Pour les pays à faible revenu (PFR) de la région MOAN, les importants efforts de mobilisation des ressources – dont la réforme fiscale en Mauritanie et les avancées en matière d'automatisation des douanes et d'administration de l'impôt en Somalie – devraient en partie compenser les retombées de la diminution de l'aide extérieure et contenir les déficits budgétaires primaires à moyen terme. Cela étant, les besoins bruts de financement des PFR devraient fortement augmenter, passant de 2,8 milliards de dollars en 2025 à 5,7 milliards en 2029, tirés principalement par les importants besoins de reconstruction au Soudan qui nécessiteront une aide extérieure considérable.

1.3. Caucase et Asie centrale : le dynamisme de la croissance se heurte à des vulnérabilités

En 2024, les pays du Caucase et d'Asie centrale (région CAC) ont affiché une croissance plus vigoureuse qu'attendu, tirée par une demande intérieure et des investissements dans les infrastructures plus élevés que prévu. Cela étant, la croissance dans la région devrait ralentir, sachant que les retombées de la guerre en Ukraine devraient s'estomper et le rythme de production d'hydrocarbures, se stabiliser. L'inflation est orientée à la baisse dans la plupart des pays et devrait dans l'ensemble rester à l'intérieur des cibles fixées à moyen terme.

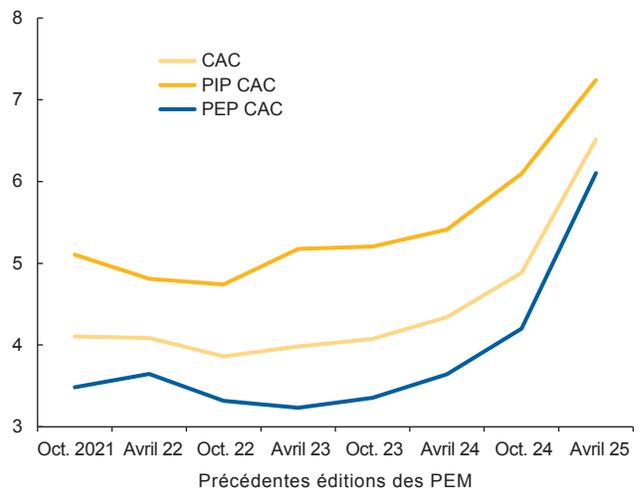
Évolution récente : la croissance reste supérieure aux attentes

La croissance en 2024 a atteint 5,4 %, contre 5 % en 2023, ce qui correspond à une révision à la hausse d'environ 1 point de pourcentage depuis octobre pour les pays exportateurs et les pays importateurs de pétrole (graphique 1.11). Cet élan a été favorisé par une demande intérieure plus élevée que prévu, portée par des retombées positives plus marquées et plus durables qu'anticipé de la guerre en Ukraine et, dans certains cas, par une relance budgétaire (Kazakhstan). La consommation privée, en particulier, s'est avérée supérieure aux attentes, favorisée par la hausse des salaires réels (Géorgie, République kirghize, Tadjikistan, Ouzbékistan), l'accélération de l'expansion du crédit et la résilience des envois de fonds nets (graphiques 1.12 et 1.13). L'investissement, surtout dans les infrastructures, l'énergie et les industries extractives, a lui aussi joué un rôle déterminant dans le dynamisme de la croissance. Alors que les pays exportateurs de pétrole ont vu leur production de pétrole diminuer plus fortement que prévu (principalement à cause d'opérations de maintenance non programmées dans des champs pétroliers kazakhs au deuxième semestre de 2024), leur croissance a été renforcée par le redressement de l'activité non pétrolière, qui a dépassé les projections d'octobre d'environ 2,3 points de pourcentage. Cette embellie s'est manifestée dans plusieurs secteurs, notamment la construction, les transports, les industries extractives et les services, tous ayant généralement progressé de façon soutenue.

L'inflation a généralement diminué, mais elle s'établit à des taux toujours hétérogènes. En Arménie, en Géorgie, en République kirghize et au Tadjikistan, la baisse des prix des produits de base et l'orientation monétaire restrictive ont contribué à réduire et à stabiliser l'inflation au niveau de l'objectif ou en deçà. Cependant, dans quelques pays, l'inflation est restée supérieure à sa cible. Ainsi, au Turkménistan, l'inflation est montée à 4,8 % en raison de

Graphique 1.11. Région CAC : évolution des projections de croissance pour 2024

(Variation en pourcentage sur un an ; moyenne pondérée ; croissance du PIB non pétrolier pour les pays exportateurs de pétrole)

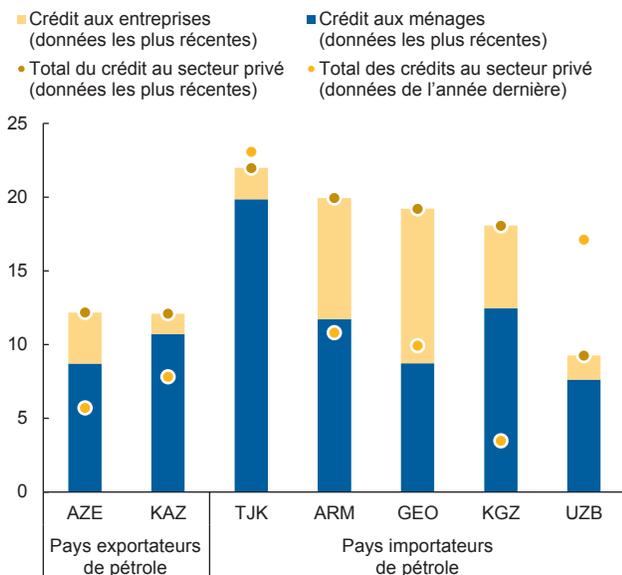


Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PIP = pays importateurs de pétrole.

Graphique 1.12. Région CAC : croissance du crédit au secteur privé et contributions à celle-ci, dernière période connue

(En points de pourcentage ; moyenne mobile sur 12 mois)



Sources : FMI, base de données sur les statistiques financières internationales ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI. Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). La dernière période connue est février 2025 pour la Géorgie et le Kazakhstan, janvier 2025 pour l'Ouzbékistan, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et septembre 2024 pour la République kirghize et le Tadjikistan.

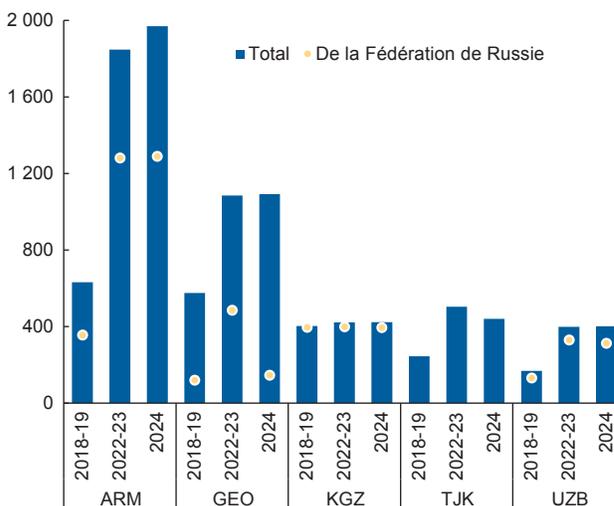
tensions extérieures sur les prix. La hausse des prix administrés de l'énergie en Ouzbékistan et les mesures de relance budgétaire au Kazakhstan ont alimenté l'inflation, laquelle a atteint près de 10 %. Par conséquent, la banque centrale du Kazakhstan a relevé son taux directeur de 225 points de base depuis novembre, alors que la politique monétaire demeure restrictive en Ouzbékistan.

Les positions budgétaires des pays importateurs de pétrole et des pays exportateurs de pétrole de la région ont connu des trajectoires différentes. Les pays importateurs de pétrole ont poursuivi leur rééquilibrage budgétaire après la pandémie, faisant passer leur déficit primaire de 2,6 % en 2023 à 1,5 % du PIB en moyenne en 2024, soit un ajustement cumulé de près de 3 points de pourcentage du PIB depuis 2020. Tirés par une croissance vigoureuse et un assainissement soutenu des finances publiques, les ratios dette publique/PIB ont continué de baisser, reculant de plus de 9 points de pourcentage en moyenne pour atteindre 45 % en 2020. Cet assainissement repose principalement sur la compression des dépenses, sur fond d'inefficiences persistantes des dépenses publiques. Les recettes fiscales, en particulier celles provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (Arménie, Ouzbékistan), ont été inférieures aux attentes, une situation exacerbée par la faible observance fiscale et la multiplication des incitations fiscales (Ouzbékistan), surtout dans le secteur des services en croissance rapide. À l'inverse, au sein du groupe des pays exportateurs de pétrole, le Kazakhstan a assoupli sa politique budgétaire, mais la dette publique pour ce groupe demeure faible, avoisinant en moyenne 20 % du PIB.

Les soldes extérieurs des pays importateurs de pétrole se sont améliorés en 2024, tirés par l'essor continu des exportations (bien qu'à un rythme plus lent qu'au cours des deux dernières années dans un contexte de reconfiguration des partenaires commerciaux) ainsi que par le ralentissement des importations et la bonne tenue des envois de fonds nets (graphique 1.14). En revanche, les soldes courants des pays exportateurs de pétrole sont restés globalement inchangés, la baisse des excédents en Azerbaïdjan et au Turkménistan ayant été compensée par une réduction du déficit au Kazakhstan, résultant de la contraction des importations russes. Ces évolutions, conjuguées au renchérissement de l'or (Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan), ont renforcé la couverture des réserves dans la plupart des pays de la région CAC, couverture qui demeure adéquate.

Graphique 1.13. Région CAC : envois de fonds entrants

(En dollars par habitant)



Sources : Haver Analytics ; autorités nationales ; FMI, base de données sur la balance des paiements ; calculs des services du FMI. Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Les données sur les envois de fonds depuis la Fédération de Russie vers le Tadjikistan ne sont pas disponibles. CAC = Caucase et Asie centrale.

Perspectives : la dynamique est appelée à s'essouffler

La croissance dans la région CAC devrait quelque peu ralentir, mais rester vigoureuse en 2025 à 4,9 %, tirée principalement par l'assouplissement de la politique budgétaire (Arménie, pays exportateurs de pétrole) ainsi que par de bons résultats dans les secteurs clés (construction, transport et services) et par la mise en exploitation du champ de pétrole de Tengiz au Kazakhstan. Cette projection représente une révision à la hausse de 0,4 point de pourcentage depuis octobre dernier, qui s'explique par un essor modéré mais plus fort que prévu en matière de flux financiers provenant de la Russie, mais aussi de réorientation des courants d'échanges liée à la guerre en Ukraine. Cependant, la croissance devrait ralentir à 4,3 % en 2026, puis à 3,8 % à moyen terme (graphique 1.15). Ce fléchissement tient à la stabilisation de la production d'hydrocarbures, à la pause attendue de la politique d'assouplissement et à la modération des retombées de la guerre en Ukraine.

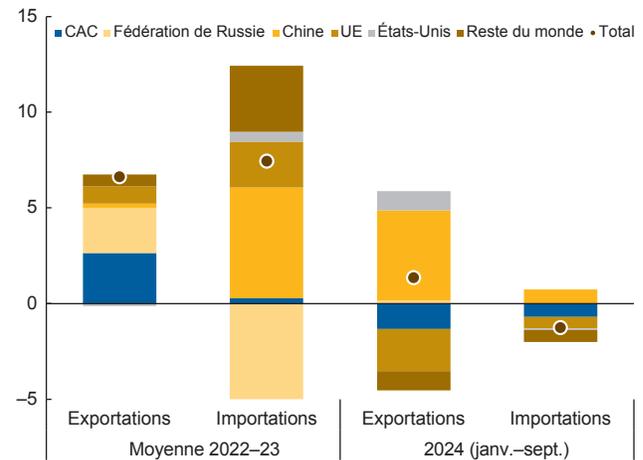
Le maintien des dépenses dans la défense, les infrastructures et les initiatives sociales devraient dégrader les soldes budgétaires en 2025. Cela étant, l'assainissement des finances publiques doit reprendre en 2026, avant tout au moyen de réformes visant à élargir l'assiette fiscale et à accroître la mobilisation des recettes. Conjugés à une accélération de la croissance, ces facteurs devraient aboutir à une certaine stabilité des niveaux de dette publique à moyen terme, au-dessous de 27 % du PIB pour les pays exportateurs de pétrole et à environ 35 % du PIB pour les pays importateurs de pétrole.

L'inflation devrait légèrement remonter en 2025. Elle restera supérieure à son objectif en raison de dépenses soutenues au Kazakhstan et de la poursuite des relèvements des droits de douane de l'énergie en Ouzbékistan à court terme, même si l'inflation devrait encore revenir sur une trajectoire descendante à moyen terme. Au Turkménistan, elle devrait demeurer durablement élevée sous l'effet conjugué de la revalorisation programmée de 10 % des salaires et des retraites du secteur public, de l'écart de production hors hydrocarbures positif et de l'orientation accommodante de la politique monétaire. L'inflation devrait rester à l'intérieur des fourchettes cibles dans les autres pays de la région CAC, où les effets prix des produits de base et les politiques entravant la demande intérieure devraient maintenir les tensions inflationnistes à un niveau faible.

Les déficits courants des pays importateurs de pétrole devraient se stabiliser à moyen terme parallèlement au tassement des échanges et des flux d'envois de fonds et au resserrement des soldes budgétaires. Dans le cas des pays exportateurs de pétrole, les excédents courants devraient continuer de diminuer et pourraient même se transformer en déficit lorsque la production d'hydrocarbures atteindra un palier (Azerbaïdjan, Turkménistan). La couverture des réserves devrait diminuer progressivement tout en demeurant adéquate dans la plupart des pays.

Graphique 1.14. CAC : croissance des exportations et des importations hors pétrole par partenaire commercial

(Variation en pourcentage sur un an ; contributions en points de pourcentage)

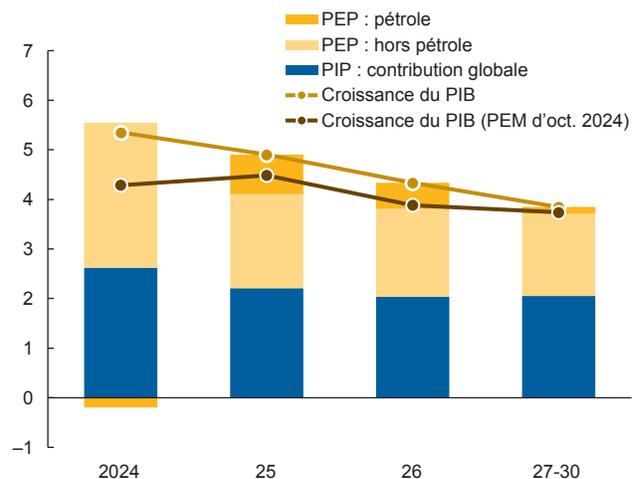


Sources : Nations-Unies, base de données COMTRADE ; calculs des services du FMI.

Note : Hors République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan en raison de problèmes de données. Hors échanges de métaux précieux, énergie et véhicules. CAC = Caucase et Asie centrale ; UE = Union européenne.

Graphique 1.15. Région CAC : croissance du PIB réel et contributions à cette dernière

(Variation en pourcentage sur un an ; contributions en points de pourcentage ; moyennes pondérées)



Sources : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale ; calculs des services du FMI.

Note : Les projections issues de l'édition d'octobre 2024 des PEM portent jusqu'en 2029. CAC = Caucase et Asie centrale. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

1.4. Risques : la balance penche vers la baisse

Les risques de dégradation des perspectives prédominent dans les régions MOAN et CAC, en raison des répercussions possibles de la forte incertitude entourant la politique économique et les échanges commerciaux à l'échelle mondiale, particulièrement liée aux changements apportés dans les droits de douane des États-Unis, aux mesures de rétorsion prises par les partenaires commerciaux et aux perturbations commerciales potentielles, mais aussi en raison des aléas régionaux défavorables. Il existe cependant des chances d'embellie comme une résolution prochaine et durable des conflits dans la région et des gains d'efficacité dans la mise en œuvre des réformes structurelles, facteurs qui pourraient accroître l'IDE et les aides financières de la communauté internationale destinées à la reconstruction des pays touchés par un conflit.

Plusieurs risques mondiaux résultant des incertitudes quant à l'orientation de l'action publique pourraient avoir une incidence sur les régions MOAN et CAC (chapitre 2). L'éventualité de l'accentuation des tensions commerciales à l'échelle mondiale est une source de préoccupation majeure. Si les estimations font état d'effets directs limités pour ce qui est des changements de la politique commerciale des États-Unis sur les pays des régions MOAN et CAC, les répercussions découlant de la montée des tensions commerciales – entraînant des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des IDE, un durcissement des conditions financières, un nouveau renforcement du dollar et un ralentissement plus marqué de la croissance mondiale – pourraient peser lourdement sur les perspectives de croissance des pays de ces deux régions (encadré 1.3). Dans ce scénario, la résurgence des tensions inflationnistes se traduirait par la persistance de taux d'intérêt élevés, supérieurs aux attentes actuelles, ce qui accentuerait les risques budgétaires, financiers et extérieurs, surtout pour les PE&PRI MOAN et le Pakistan. La hausse des taux d'intérêt et l'appréciation du dollar pourraient faire augmenter les besoins de financements publics bruts déjà considérables de plusieurs pays de la région MOAN, soulevant des inquiétudes sur la viabilité de la dette et la stabilité du système bancaire. Une telle situation pourrait entraîner des sorties de capitaux, accroître les primes de risque et imposer des coupes brutales dans les dépenses, et, partant, entraver la croissance à court terme comme à moyen terme, en particulier dans les pays très endettés. Au-delà des risques liés aux réorientations des politiques économiques, une escalade des tensions géopolitiques pourrait raviver la volatilité des prix des produits de base, engendrant des pressions extérieures et budgétaires tant dans les pays exportateurs de produits de base comme dans les pays importateurs.

- Dans les régions MOAN et CAC, le risque d'enlisement des réformes nécessaires dans un environnement extérieur moins favorable demeure et sa concrétisation pourrait assombrir les perspectives de croissance à moyen terme. Ce risque s'avère prononcé pour les pays qui engagent des réformes structurelles et des politiques climatiques ambitieuses susceptibles d'alimenter le chômage et le mécontentement social. Les programmes de développement de grande ampleur dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOAN n'aboutiront peut-être pas à la diversification et aux gains de production requis pour obtenir une croissance hors pétrole plus vigoureuse, durable et tirée par le secteur privé. L'aggravation des conflits au Moyen-Orient ou en Ukraine pose des risques supplémentaires, parce qu'elle pourrait perturber les échanges, le tourisme, les chaînes d'approvisionnement, les envois de fonds, l'IDE, les flux financiers ainsi que les systèmes de paiement et faire augmenter les flux de réfugiés. Dans les pays de la région CAC, les étroits liens économiques avec la Russie s'ajoutent aux vulnérabilités déjà existantes : un ralentissement plus marqué qu'attendu en Russie pourrait avoir un effet négatif sur les perspectives de la région CAC. Dans les pays fragiles ou touchés par un conflit de la région MOAN, les coupes dans l'aide publique au développement pourraient avoir des implications économiques et humanitaires préoccupantes, surtout dans les pays déjà aux prises avec une insécurité alimentaire sévère (encadré 1.4).
- À l'inverse, certains pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale pourraient voir leur situation s'améliorer en cas de réorientation des courants d'échanges provoquée par l'imposition de droits de douane (édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*). L'activité pourrait rebondir plus vite que prévu si les dirigeants nouvellement arrivés au pouvoir prennent des mesures pour renforcer la confiance par des efforts concertés et des réformes structurelles, atténuer l'incertitude et soutenir l'investissement et la croissance à moyen terme. Des cessez-le-feu durables à la bande de Gaza, au Liban ou en Syrie pourraient permettre de véritables changements et réformes en matière de gouvernance, favorisant la coopération régionale et internationale aux fins de la reconstruction (encadré 1.5). Si le dollar reste faible pendant une longue période, les pays ayant contracté des emprunts en dollars pourraient voir le poids de leur dette s'alléger et la région pourrait bénéficier d'une réorientation favorable des ressources et des flux de capitaux à l'échelle mondiale.

Les conséquences d'un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine sur le paysage économique de la région CAC restent très floues, compte tenu de l'incertitude entourant les conditions d'un tel accord, ses répercussions géopolitiques et les éventuels vecteurs de transmission complexes. Au niveau mondial, la levée des sanctions en Russie pourrait améliorer l'attitude générale à l'égard de la région CAC et, par là, réduire les primes de risque et les coûts des emprunts extérieurs. Cependant, les effets sur les pays pris individuellement sont plus contrastés. La structure des échanges et les chaînes d'approvisionnement qui prévalent depuis la guerre pourraient commencer à se modifier, détournant au moins une partie des flux de transit de la région. De même, le retour au pays des migrants russes pourrait avoir une incidence sur des secteurs clés, le dynamisme de la consommation et le marché du travail dans plusieurs pays de la région CAC. Les entrées de capitaux et les envois de fonds pourraient se tasser, tandis que la volatilité des prix du pétrole et de l'or pourrait créer des tensions sur les recettes budgétaires dans certains pays, ce qui pourrait détériorer les soldes extérieurs d'autres pays. Ces évolutions pourraient également faire apparaître de nouveaux courants d'échanges et des opportunités pour les travailleurs migrants de la région CAC, lesquelles pourraient s'avérer bénéfiques pour certains pays.

1.5. Domaines d'action prioritaires en contexte de forte incertitude

Alors que les incertitudes et les tensions commerciales s'accroissent à l'échelle mondiale, les pouvoirs publics devraient en premier lieu s'attacher à reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et extérieures afin de se prémunir contre des scénarios défavorables extrêmes. Le renforcement des cadres et des institutions macroéconomiques améliorerait la crédibilité et la prévisibilité des politiques économiques et contribuerait à réduire les effets négatifs des incertitudes de nature mondiale sur la confiance et la demande globale au niveau national. Enfin, accélérer les réformes structurelles résorberait les déséquilibres macroéconomiques et structurels en raison desquels la région est relativement plus exposée aux chocs liés à l'incertitude (chapitre 2).

Politique budgétaire

Le fort degré d'incertitude quant à l'orientation de l'action publique à l'échelle mondiale impose d'autant plus de mener un rééquilibrage des finances publiques au sein d'un cadre budgétaire à moyen terme crédible afin de reconstituer ou d'étoffer les marges de manœuvre et pouvoir faire face à de futurs chocs. Compte tenu de l'importante hétérogénéité des pays des régions MOAN et CAC, il conviendrait de définir soigneusement les trajectoires d'ajustement en fonction des besoins de chaque pays.

- Étant donné que les taux d'intérêt devraient demeurer élevés pendant une longue période, les pays qui conjuguent niveaux d'endettement et besoins de financement élevés – en particulier l'Égypte, la Jordanie, le Pakistan et la Tunisie – devront accélérer l'assainissement des finances publiques. Pour cela, ils pourraient contenir les dépenses courantes consacrées aux subventions et mobiliser des recettes supplémentaires, notamment en éliminant progressivement les exonérations fiscales et en renforçant l'administration fiscale. Les décideurs devraient atténuer les risques, tels que les passifs conditionnels générés par les grandes entreprises publiques (Égypte, Pakistan) et des partenariats public-privé (Maroc).
- Les PFR MOAN doivent trouver un équilibre délicat entre d'une part, préserver la viabilité des finances publiques et d'autre part, répondre aux substantiels besoins de développement et remédier à l'insécurité alimentaire dans un contexte de diminution de l'aide financière internationale. Dans les pays qui ne disposent pas de marge de manœuvre budgétaire, cela signifie qu'il faudra redoubler d'efforts pour mobiliser des recettes budgétaires intérieures et obtenir un appui de la communauté internationale, en particulier des bailleurs de fonds non traditionnels. Dans les pays qui ont un certain espace budgétaire, l'action publique devrait rester flexible afin de pouvoir mettre en œuvre des plans d'urgence bien ciblés pour lutter contre l'insécurité alimentaire.
- En raison de la grande incertitude sur les prix du pétrole, il est encore plus important pour les pays exportateurs de pétrole de la région MOAN de se concentrer sur la préservation des marges budgétaires tout en assurant une redistribution équitable de leur richesse issue des ressources naturelles entre les générations actuelles et futures. Les pouvoirs publics devraient s'employer à développer et à diversifier les sources de recettes non pétrolières et à éliminer les subventions à l'énergie lorsqu'il y a lieu. En outre, pour atténuer la vulnérabilité des finances publiques aux amples fluctuations des prix du pétrole, il faudrait entreprendre l'élaboration d'un cadre de gestion des actifs et des passifs souverains.
- Les pays de la région CAC devraient maintenir une orientation budgétaire prudente, dans un contexte de ralentissement de la croissance à moyen terme et de baisse des recettes, afin de conserver des marges de manœuvre

budgétaire, d'atténuer les facteurs de vulnérabilité et d'appuyer les réformes génératrices de gains de productivité. Pour contribuer à l'efficacité de la politique budgétaire et à la viabilité des finances publiques, les pays devraient renforcer les institutions en accroissant la capacité macrobudgétaire, remédier aux risques, améliorer la planification à moyen terme, adopter des règles robustes et réduire l'intervention de l'État dans l'économie.

Politique monétaire et politique financière

Les autorités monétaires devraient donner la priorité au maintien de la stabilité des prix, en veillant à ce que les objectifs soient communiqués de façon claire et que les opérations demeurent transparentes et fondées sur des données. Le rythme des ajustements devrait continuer de tenir en compte de l'évolution de l'inflation sous-jacente et permettre des arbitrages entre la stabilité des prix et la stabilité financière. L'accumulation de réserves internationales au moyen d'outils tels que ceux décrits dans le cadre stratégique intégré du FMI pourrait offrir un coussin d'amortissement supplémentaire face aux chocs externes.

- Dans les pays où les tensions inflationnistes persistent (Égypte, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tunisie, Turkménistan), il conviendrait de maintenir une orientation restrictive tant que des éléments concrets ne viennent pas prouver que l'inflation sous-jacente et les anticipations d'inflation sont proches de leur niveau cible.
- En revanche, lorsque les indicateurs d'inflation tendent de façon régulière vers leur objectif ou bien vers les moyennes historiques et lorsque les taux directeurs réels sont supérieurs aux taux considérés comme neutres, il pourrait être judicieux d'assouplir la politique monétaire (Pakistan) et il serait possible de poursuivre les activités préparatoires à l'adoption d'un cadre de ciblage de l'inflation (Égypte, Maroc).
- Dans les pays à taux de change fixe (pays du CCG, Jordanie), il conviendrait de veiller à ce que les éventuelles modifications des taux directeurs respectent les cadres monétaires établis, tout en suivant étroitement les risques d'instabilité financière associés aux variations des taux d'intérêt et des conditions financières mondiales. Dans les pays dotés de taux de change flexibles, le taux de change pourrait contribuer à amortir l'ajustement aux chocs.
- Dans certains pays de la région CAC où le niveau de dollarisation est relativement élevé, la constitution et la préservation d'un volant de réserves internationales aideront ces pays à se protéger contre les fluctuations soudaines du taux de change.

L'existence d'un dispositif de réglementation financière stable est déterminante pour atténuer l'incertitude liée à l'action publique. Les autorités de contrôle et de réglementation ainsi que les institutions financières doivent être attentives aux risques qu'une éventuelle accentuation de cette incertitude et des tensions géopolitiques font peser sur la stabilité financière et devraient donc consacrer des ressources à la détection et à la gestion de ces risques. Une compréhension et un suivi plus poussés des interactions entre les risques géopolitiques et les risques classiques – comme les risques de crédit, de taux d'intérêt, de marché, de liquidité et opérationnels – peuvent contribuer à éviter que des événements géopolitiques n'aient des conséquences déstabilisatrices (édition d'avril 2023 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde). Les décideurs devraient également instaurer et déployer des politiques macroprudentielles avisées afin de répondre aux risques d'instabilité financière découlant des importantes vulnérabilités macrofinancières dans un contexte de forte incertitude macroéconomique, dans la mesure où cette dernière peut amplifier les effets défavorables des vulnérabilités macrofinancières, comme ceux d'un endettement excessif du secteur privé sur l'économie réelle (édition d'octobre 2024 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Politiques structurelles

Dans un environnement caractérisé par un degré d'incertitude élevé, les réformes structurelles sont déterminantes pour relever les perspectives de croissance à moyen terme.

- Ainsi, poursuivre la diversification des échanges pourrait réduire l'exposition aux chocs liés à l'incertitude. Resserrer les connexions interrégionales – par exemple, entre les pays du CCG et ceux de la région CAC et entre les pays du CCG et les pays africains – pourrait créer de nouvelles possibilités de partage des risques. Pour tirer parti des gains générés par les échanges commerciaux dans un contexte de fragmentation géoéconomique croissante et de forte incertitude en matière commerciale, il faudra abaisser les obstacles aux échanges qui existent depuis longtemps et consolider les cadres réglementaires. Il serait également salutaire d'investir dans les infrastructures essentielles pour mettre à profit les corridors commerciaux et développer le réseau commercial (édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

- Renforcer les cadres institutionnels budgétaire et monétaire peut améliorer la crédibilité et la prévisibilité de l'action publique, car de telles mesures montrent clairement la détermination des autorités à préserver la stabilité macroéconomique (chapitre 2).
- De plus, consolider la gouvernance et les institutions serait particulièrement bénéfique pour tous les pays des régions MOAN et CAC. Par ailleurs, il est essentiel de conforter l'état de droit pour créer un environnement économique plus prévisible à même d'accroître la compétitivité internationale, d'encourager l'investissement du secteur privé, de faciliter l'IDE et *in fine*, de réaliser des gains de productivité (édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).
- Des actions sont nécessaires pour rehausser le taux d'activité et la création d'emplois – surtout pour les femmes et les jeunes – ainsi que pour promouvoir la concurrence sur le marché et l'ouverture de ce dernier. Des mesures en faveur du passage au numérique et de la réduction de la place de l'État dans l'économie contribueraient également à générer une croissance plus vigoureuse et plus durable (édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).
- En outre, il est indispensable pour tous les pays des régions MOAN et CAC d'étoffer le capital humain et d'investir dans les compétences de plus en plus demandées sur un marché du travail en rapide mutation s'ils veulent parvenir à une croissance soutenue de la productivité à moyen et long termes.
- Améliorer la sécurité alimentaire demeure une priorité pour les PFR et les États fragiles de la région MOAN dans un contexte d'incertitude quant aux flux d'aide. Le soutien de la communauté internationale est, en effet, essentiel pour répondre aux besoins sociaux les plus urgents et atténuer les crises humanitaires en cours. La fin des conflits actuels est une condition préalable indispensable à l'amélioration des niveaux de vie et de la croissance.

Le FMI est fortement engagé aux côtés des régions MOAN et CAC

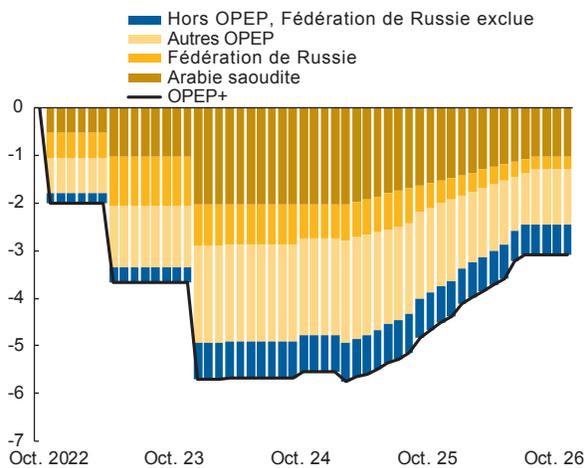
Le FMI continue d'aider ces régions au moyen de conseils en matière de politique économique, de prêts et d'aide au développement des capacités. Depuis le début de 2020, le FMI a approuvé plus de 49 milliards de dollars de financements pour les pays des régions MOAN et Pakistan et CAC, dont environ 14,8 milliards de dollars depuis le début de 2024 aux fins de programmes en Égypte (augmentation du programme appuyé par le mécanisme élargi de crédit), en Jordanie (mécanisme élargi de crédit) et au Pakistan (mécanisme élargi de crédit). De plus, un instrument non financier de coordination de la politique économique a été approuvé au bénéfice du Tadjikistan pour étayer le programme de réformes structurelles des autorités, tandis que l'accord de confirmation sans décaissement avec l'Arménie soutient toujours la gestion volontariste des autorités en vue de préserver la stabilité macroéconomique et de faire avancer les réformes structurelles. Par ailleurs, le FMI a mené quelque 360 projets d'assistance technique et de développement des capacités dans 31 pays, pour un montant total de 32,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2023/24. En outre, il conserve une importante présence à l'échelle régionale grâce à ses bureaux de représentants résidents, ses centres d'assistance technique et son nouveau bureau régional à Riyad en Arabie saoudite. Avec la Banque mondiale et des partenaires régionaux, le FMI a créé un groupe de coordination informel afin de soutenir la reprise dans les pays du Moyen-Orient touchés par des conflits, notamment dans les domaines du renforcement des capacités, de l'orientation stratégique et de l'assistance financière.

Encadré 1.1. Réduction de la production de pétrole par l'OPEP+ : composer avec l'incertitude économique

Début avril 2025, l'OPEP+ a commencé à supprimer progressivement ses mesures de réduction de la production de pétrole prolongées en décembre dernier. Mise en place en 2022, cette politique délibérée relève d'une décision collective visant à diminuer la production et à stabiliser les prix du pétrole sur fond d'inquiétudes quant à la baisse des prix du pétrole. Depuis l'annonce faite en décembre 2024, les mesures de réduction de la production appliquées par l'OPEP+ représentent 5,86 millions de barils par jour, soit environ 6 % de la production mondiale de pétrole. Elles sont divisées en trois tranches : les deux premières totalisant 3,66 millions de barils par jour et la troisième, 2,2 millions de barils par jour. Les deux premières devraient désormais être maintenues jusqu'en 2026, au lieu d'expirer en 2025. Quant à la troisième, dont le retrait graduel devait débuter en décembre 2024 selon les hypothèses retenues dans l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, elle a seulement commencé à être éliminée en avril 2025 et à un rythme plus lent qu'initialement annoncé et ce, malgré l'annonce surprise en avril d'un relèvement supplémentaire de 270 000 barils par jour de la production en mai 2025 (graphique 1.1.1 de l'encadré)¹.

Par conséquent, la production du pétrole dans la région MOAN devrait atteindre 25,5 millions de barils par jour en 2025 et 26,7 millions de barils par jour en 2026. Ces chiffres correspondent, en glissement annuel, à une augmentation de 200 000 barils par jour en 2025 et de 1,2 million de barils par jour en 2026, soit, respectivement, 1,3 million de barils par jour et 200 000 barils par jour de moins qu'estimé dans les projections établies en octobre dernier.

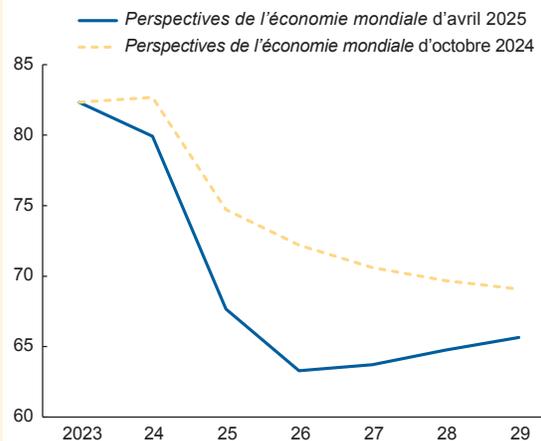
Graphique 1.1.1 de l'encadré. Membres de l'OPEP+ : contribution à la politique de réduction de la production de pétrole
(En millions de barils par jour)



Sources : OPEP ; calculs des services du FMI.

Note : OPEP = Organisation des pays exportateurs de pétrole.

Graphique 1.1.2 de l'encadré. Prix du pétrole brut de Brent
(En dollars le baril)



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Des tendances baissières devraient peser sur les prix du pétrole en 2025 dans un marché marqué par une offre légèrement excédentaire. La demande mondiale devrait être un peu plus faible que prévu en octobre 2024, principalement à cause de l'accentuation de l'incertitude en matière de politique économique et de l'escalade des tensions commerciales sur fond de fragilité des paramètres fondamentaux. Dans ce contexte, les prix du

Cet encadré a été rédigé par Charlotte Sandoz, avec le concours de Jarin Nashin pour les travaux de recherche.

¹En juillet 2024, les Émirats arabes unis ont obtenu une majoration de leur quota de 300 000 barils par jour afin d'utiliser petit à petit leur capacité de production supplémentaire à partir de janvier 2025. Cependant l'entrée en vigueur de cette modification a été repoussée de trois mois, à avril 2025, et son déploiement sera plus graduel que prévu.

Encadré 1.1 (fin)

pétrole brut de Brent ont chuté, passant d'environ 75 dollars le baril fin décembre 2024 à 65 dollars le baril début avril 2025. De plus, début avril, les prix à terme du pétrole pour 2025 et 2026 s'établissaient respectivement en moyenne à 69 dollars le baril et à 65 dollars le baril, un niveau nettement inférieur à la moyenne de 79 dollars le baril observée en 2024 et à la trajectoire attendue en octobre dernier (graphique 1.1.2 de l'encadré).

Les risques qui entourent les perspectives du marché du pétrole semblent globalement équilibrés. Les incertitudes économiques engendrées par l'escalade des tensions commerciales, les nouveaux droits de douane et l'imprévisibilité de la mise en œuvre du calendrier de production décidé par l'OPEP+ pourraient affaiblir les facteurs économiques de base du marché et, par là, générer des risques de baisse des prix. À l'inverse, les tensions au Moyen-Orient, la campagne de « pression maximale » sur la République islamique d'Iran et la possible réimposition de sanctions contre le Venezuela (dont l'application de droits de douane secondaires ciblant les pays qui importeraient du pétrole vénézuélien) pourraient faire craindre des perturbations des chaînes d'approvisionnement et l'émergence de pressions à la hausse sur les prix. Le plan de compensation actualisé annoncé par l'OPEP+ en mars 2025 concernant sept pays dont la production est supérieure aux cibles fixées, comme l'Iraq et le Kazakhstan, pourrait permettre d'atténuer la surabondance de l'offre de pétrole.

Encadré 1.2. Investissement direct étranger : des tendances divergentes au Moyen-Orient et en Asie centrale

Des entrées régulières d'investissement direct étranger (IDE) jouent un rôle déterminant dans le développement économique, la diversification et l'approfondissement de l'intégration dans les chaînes de valeur mondiale. Or, les flux d'IDE ont diminué dans le monde depuis la pandémie de COVID-19, tout particulièrement ceux destinés aux pays émergents et aux pays en développement. Ces investissements interviennent de plus en plus entre pays alignés sur le plan géopolitique (édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*)¹.

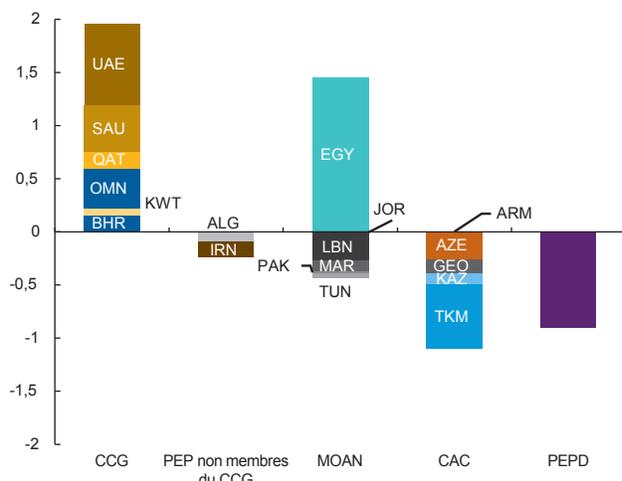
La comparaison des flux d'IDE vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (région MOAN) d'une part, et vers le Caucase et à l'Asie centrale (région CAC) d'autre part, fait apparaître des tendances divergentes :

- Tous les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) sont parvenus à attirer de substantiels flux d'IDE depuis la pandémie, l'IDE agrégé augmentant de près de 2 points de pourcentage du PIB (graphique 1.2.1 de l'encadré, page 1). Étant donné que les pays du CCG ont défini d'ambitieux plans de diversification, des secteurs comme les activités manufacturières, le transport et le stockage ou encore le commerce de gros et de détail ont bénéficié des afflux d'IDE les plus importants ces dernières années, représentant plus de 50 % du total des accords d'IDE.
- Les entrées d'IDE dans d'autres parties de la région MOAN se sont contractées, comme dans d'autres pays émergents ailleurs dans le monde, à quelques exceptions près prenant la forme d'accords ponctuels, comme l'accord historique de 35 milliards de dollars aux fins du développement de la région de Ras El-Hekma en Égypte. La composition des investisseurs dans la région demeure variée et stable. Une part

Graphique 1.2.1 de l'encadré. Région MOAN, Pakistan et région CAC : investissement direct étranger

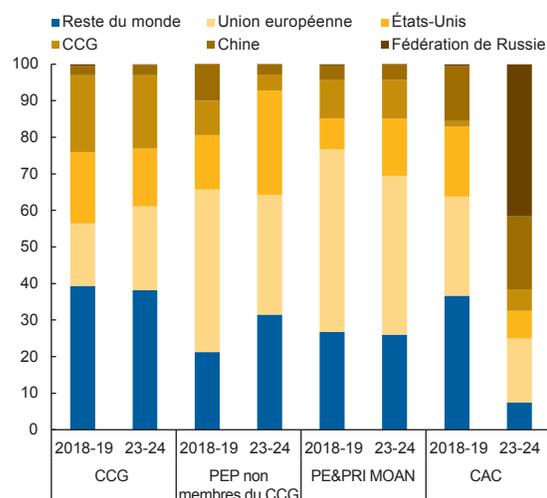
1. Composition régionale de l'IDE entrant agrégé en pourcentage du PIB

(Variation en points de pourcentage, 2023-24 par rapport à 2018-19)



2. Part des accords d'IDE entrants par source

(En pourcentage du nombre total d'accords, 2018-19 et 2023-24)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; base de données Orbis sur l'investissement transfrontalier ; calculs des services du FMI.

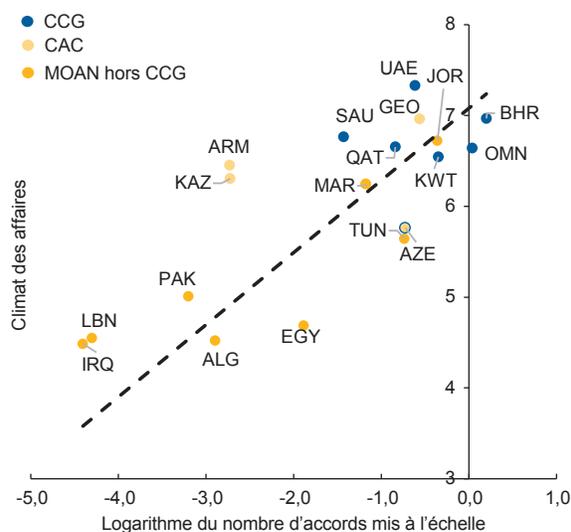
Note : La page 1 présente les contributions pondérées par le PIB à la variation de l'IDE entrant. Dans la page 2, le nombre total d'accords est pondéré en fonction du PIB réel du pays avant agrégation au niveau régional. Les étiquettes des données utilisent les codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; IDE = investissement direct étranger ; PEP = pays exportateurs de pétrole ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; PE&PRI MOAN = pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAN.

Cet encadré a été rédigé par Subi Suvetha Velkumar.

¹Les données sur les flux d'accords d'IDE bilatéraux proviennent de la base de données Orbis sur l'investissement transfrontière de Moody's. Elles concernent à la fois les projets d'investissement de création et les fusions-acquisitions et ont été majoritairement compilées à partir de sources en accès libre. La base de données Orbis ne donne pas d'informations précises sur le montant de chaque accord. Par conséquent, cette analyse porte sur les accords qui ont été annoncés ou conclus (confirmés et présumés).

Encadré 1.2 (fin)

Graphique 1.2.2 de l'encadré. Nombre d'accords d'IDE et climat des affaires, 2021-22



Sources : Moody's, base de données Orbis sur l'investissement transfrontière ; Institut Fraser ; calculs des services du FMI.

Note : Le nombre d'accords est pondéré en fonction du PIB réel de chaque pays. L'indicateur du climat des affaires correspond à la moyenne arithmétique de deux indicateurs issus de l'indice de liberté économique établi par l'Institut Fraser : 1) réglementation et 2) système juridique et droits de propriété. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; IDE = investissement direct étranger ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

considérable des accords d'IDE continuent d'être conclus avec l'Union européenne et les États-Unis. Quant aux investisseurs du CCG, en premier lieu les fonds souverains, ils maintiennent une forte présence dans l'ensemble de la région MOAN, alors que la participation des investisseurs chinois reste relativement plus faible.

- Dans la région CAC, le ralentissement global des entrées d'IDE a coïncidé avec une forte hausse de la part de l'IDE russe (graphique 1.2.1 de l'encadré, page 2), probablement sous l'effet de la réorientation des courants d'échange provoquée par les sanctions et par la reconfiguration des alignements géopolitiques (édition d'avril 2023 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde ; CNUCED, 2024). Bien qu'il ait globalement baissé, les flux d'IDE russe se sont accrus dans presque tous les pays de la région CAC durant cette période, sauf en République kirghize.

Les flux d'IDE vers le Moyen-Orient et l'Asie centrale ont relativement bien résisté. Cela étant, pour atténuer les risques associés à l'accentuation de l'incertitude à l'échelle mondiale, les réformes visant à améliorer le climat des affaires (renforcement de l'état de droit, du cadre réglementaire et des droits de propriété) s'avèrent déterminantes. À cet égard, les pays du CCG ont su tirer leur épingle du jeu : ils ont mis en œuvre des réformes et des politiques favorables à l'entrepreneuriat qui leur ont permis d'attirer durablement des IDE (graphique 1.2.2 de l'encadré).

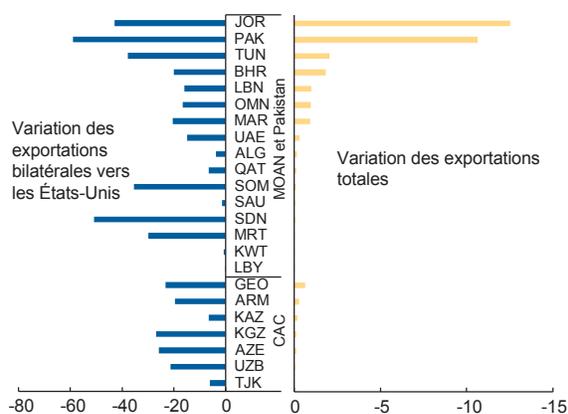
Encadré 1.3. Évolutions des politiques commerciales à l'échelle mondiale et conséquences pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale

Les récents changements dans la politique commerciale des États-Unis ont entraîné une révision des droits d'importation dans le pays. Même si l'application des droits les plus élevés annoncés le 2 avril a été suspendue le 9 avril pour la plupart des pays (y compris ceux des régions Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) et Caucase et Asie centrale (CAC), la surtaxe douanière de 10 % dite de base reste en vigueur et les pays qui ont pris des mesures tarifaires de rétorsion se voient toujours imposer des droits de douane majorés. En conséquence, les droits de douane effectifs atteignent aujourd'hui des niveaux jamais observés depuis un siècle.

Dans les régions MOAN et CAC, les nouveaux droits de douane annoncés par les États-Unis le 2 avril prévoyaient des taux élevés (compris entre 20 % et 40 %), notamment pour l'Algérie, l'Iraq, la Jordanie, le Kazakhstan, la Libye, le Pakistan, la Syrie et la Tunisie, et la mise en place de la surtaxe de base de 10 % pour les autres pays.

Cependant, les pays exportateurs de pétrole bénéficient d'une exonération sur l'énergie, ce qui abaisse nettement les droits de douane effectifs sur leurs exportations vers les États-Unis. En outre, dans la plupart des pays des régions MOAN et CAC, la part des États-Unis dans les exportations de biens hors pétrole est faible. Ainsi, elle est inférieure à 1 % du PIB dans la majorité des pays de la région MOAN (la Jordanie et Bahreïn enregistrant les parts les plus élevées, à savoir 5,6 % du PIB et 3,3 % du PIB, respectivement) et à 0,5 % du PIB dans les pays de la région CAC.

Graphique 1.3.1 de l'encadré. Estimations de l'impact direct à court terme de la hausse des droits d'importation sur les exportations
(En pourcentage)



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les effets directs (en équilibre partiel) des droits de douane annoncés le 2 avril par les États-Unis. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Par conséquent, les droits de douane annoncés le 2 avril auront vraisemblablement un impact considérable sur les exportations vers les États-Unis dans certains pays, mais leur effet direct (en équilibre partiel) sur les exportations totales est modéré (graphique 1.3.1 de l'encadré). Dans la plupart des pays des régions MOAN et CAC, cet effet est inférieur à 1 %, même si, dans l'attente de discussions et d'accords plus approfondis, les effets pourraient être plus importants sur le Pakistan et la Jordanie en raison de la part plus importante des exportations vers les États-Unis dans leurs exportations totales.

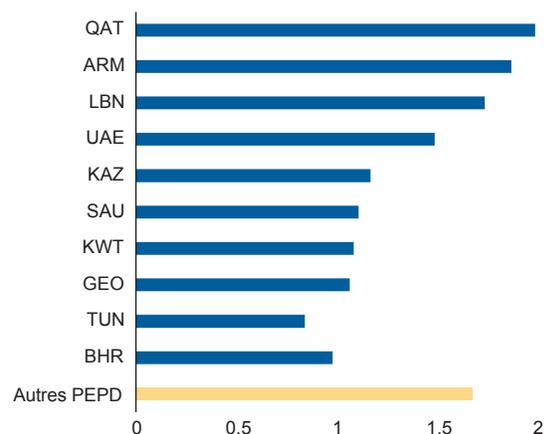
L'effet global de la montée des tensions commerciales pourrait avoir des répercussions plus profondes sur les pays des régions MOAN et CAC. La multiplication des mesures protectionnistes et des mesures de rétorsion pourrait peser lourdement sur la croissance mondiale, générer des perturbations chroniques des chaînes d'approvisionnement, freiner l'investissement direct étranger et resserrer un peu plus les conditions financières. Quelques pays de ces régions présentent une élasticité de la croissance du PIB par rapport à

la demande extérieure relativement forte (cette élasticité étant un facteur déterminant des exportations de biens, des recettes touristiques et des envois de fonds reçus de l'étranger)¹. S'agissant des 10 pays les plus exposés à l'évolution de la demande extérieure, une baisse de 1 % du taux de croissance de leurs partenaires commerciaux pourrait entraîner une perte de PIB comprise entre 1 % et 1,8 % (graphique 1.3.2 de l'encadré). Les pays exportateurs de pétrole, dont l'élasticité de la croissance par rapport à la demande extérieure est

Encadré 1.3 (fin)

élevée, se trouveraient fragilisés si les prix du pétrole restaient à un niveau bas à cause d'un ralentissement de la croissance mondiale. En outre, la résurgence des tensions inflationnistes pourrait se traduire par des taux d'intérêt durablement plus élevés sur fond de creusement des écarts de rendement dans la région, une situation dont pâtiraient surtout certains pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAN et le Pakistan, à cause du poids de leur dette.

Graphique 1.3.2 de l'encadré. Moyen-Orient et Asie centrale : exposition à la demande extérieure
(Élasticité de la croissance du PIB par rapport à la demande extérieure, en pourcentage)



Source : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PEPD = pays émergents et pays en développement.

Cet encadré a été rédigé par Hasan Dudu et Karmen Naidoo.

L'élasticité de la croissance par rapport à la demande extérieure est définie comme le pourcentage de variation de la croissance du PIB d'un pays provoqué par une variation de 1 % de la croissance du PIB pondérée par les exportations de ses partenaires commerciaux. Ces élasticités sont calculées à l'aide d'une régression de la croissance du PIB réel d'un pays par rapport à la croissance pondérée par les exportations de ses partenaires commerciaux pour 27 pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale durant la période 2000-23. Faute de données suffisantes, l'Afghanistan, la Cisjordanie et bande de Gaza, la Libye, la Syrie et le Turkménistan n'ont pas été pris en compte dans l'analyse par régression.

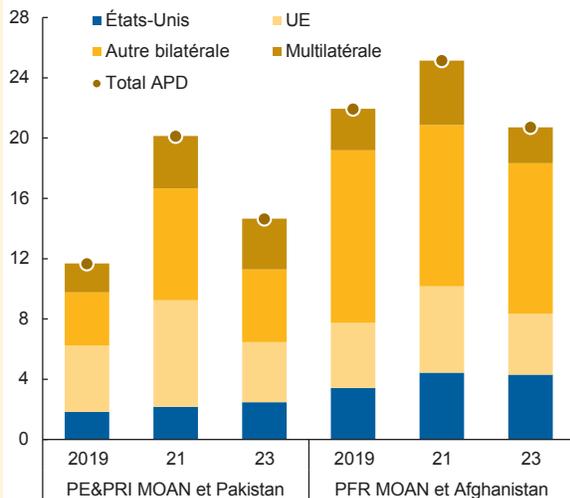
Encadré 1.4. Région Moyen-Orient et Afrique du Nord : aide publique au développement et insécurité alimentaire

L'aide publique au développement (APD) totale fournie à la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MOAN) est redescendue à ses niveaux d'avant la pandémie de COVID-19 (graphique 1.4.1 de l'encadré). Les versements ont augmenté en 2019-21, culminant à environ 26 milliards de dollars pour les pays à faible revenu de la région MOAN et l'Afghanistan et à 20 milliards de dollars pour les pays émergents et les pays à revenu intermédiaire de la région MOAN et le Pakistan. Cependant, les flux d'APD ont ensuite diminué pour atteindre quelque 21 milliards de dollars et 15 milliards de dollars respectivement, octroyés presque intégralement sous forme de dons.

L'APD est essentielle en ce qu'elle apporte une aide alimentaire et humanitaire aux pays fragiles ou touchés par un conflit, où de nombreuses personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire sévère (graphique 1.4.2 de l'encadré). Plus de 40 % de la population en Afghanistan, en Cisjordanie et bande de Gaza, en Somalie, au Soudan et en Syrie sont aux prises avec une insécurité alimentaire sévère et plus de 30 % au Yémen¹. Ces pays sont particulièrement tributaires de l'APD, à commencer par le Yémen, l'Afghanistan et la Somalie (où les entrées d'APD représentent respectivement 33 %, 27 % et 19 % du revenu national brut). Une baisse de l'APD destinée à ces pays vulnérables pourrait avoir de lourdes conséquences sur le plan humanitaire, avec pour possibles effets d'attiser les troubles sociaux et d'accroître le risque de famine.

Graphique 1.4.1 de l'encadré. Région MOAN, Afghanistan et Pakistan : aide publique au développement par source

(En milliards de dollars)

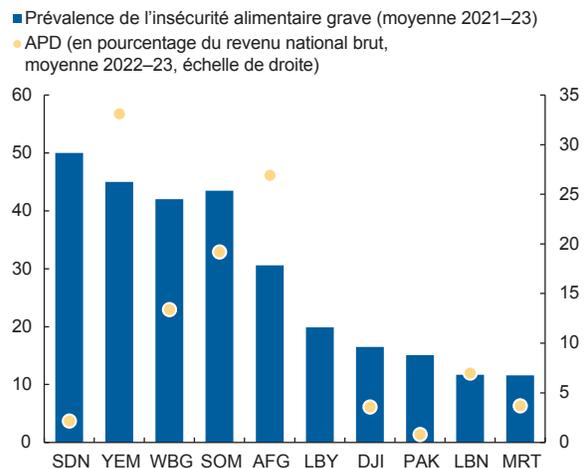


Sources : Organisation de coopération et de développement économiques, base de données sur l'aide publique au développement ; calculs des services du FMI.

Note : L'agrégat UE inclut les flux bilatéraux provenant des pays de l'UE. APD = aide publique au développement ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFR = pays à faible revenu ; UE = Union européenne.

Graphique 1.4.2 de l'encadré. Dix pays souffrant le plus d'insécurité alimentaire et leur degré de dépendance à l'APD

(En pourcentage de la population, en pourcentage du revenu national brut)



Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.

Note : Le pourcentage indiqué pour le Soudan (SDN) est issu des estimations du pourcentage de la population souffrant d'insécurité alimentaire aiguë en 2024 établies par le Programme alimentaire mondial. Les chiffres indiqués pour la Cisjordanie et bande de Gaza (WBG) et le Yémen (YEM) proviennent des estimations du pourcentage de la population souffrant d'insécurité alimentaire aiguë en 2024 calculées par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). APD = aide publique au développement.

Cet encadré a été rédigé par Eliakim Kakpo et Karmen Naidoo.

¹S'agissant de la Syrie, d'après le Programme alimentaire mondial, 13 millions de Syriens sont en situation d'insécurité alimentaire (soit environ 56 % de la population en 2023). Les données sur l'insécurité alimentaire aiguë ou sévère ne sont pas disponibles.

Encadré 1.5. Enseignements des efforts internationaux dans les pays sortants d'un conflit

Plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (région MOAN) ont connu des conflits intenses et récurrents, qui ont causé des souffrances humaines et des ravages économiques incalculables, dernièrement à la bande de Gaza, au Liban, au Soudan et en Syrie. Le soutien rapide et coordonné de la communauté internationale s'avère capital pour répondre aux besoins humanitaires, étant donné que l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire se sont aggravées, touchant de larges segments de populations. Au-delà de la crise immédiate, la reconstruction et la reprise de l'activité après un conflit représente un défi complexe aux dimensions humanitaire, sécuritaire et économique. Une telle tâche aux multiples volets requiert des efforts coordonnés des parties prenantes nationales comme extérieures, dont les institutions internationales.

Dans le domaine économique, les efforts nécessiteront une évaluation exhaustive des dégâts économiques, la mobilisation de l'aide financière et l'octroi d'une aide aux pays de la région MOAN afin qu'ils hiérarchisent les réformes structurelles et les échelonnent minutieusement en fonction de leurs capacités (FMI, 2022). Le FMI est présent de longue date aux côtés des pays fragiles ou touchés par un conflit et joue un rôle important par ses activités de développement des capacités, ses conseils stratégiques et son assistance financière visant à restaurer la stabilité macroéconomique. L'expérience acquise par le FMI dans le cadre de son engagement envers les pays fragiles de la région MOAN et l'Afghanistan – en Afghanistan après 2001, en Iraq après 2003 et au Liban après 2006 – souligne l'importance de se concentrer sur quatre dimensions clés pour parvenir à un réel redressement à la sortie d'un conflit :

- *Préparer le terrain le plus tôt possible, en s'attachant à mettre en place des institutions économiques efficaces.* La période immédiatement après un conflit offre une occasion unique de déployer de profondes réformes structurelles, le développement des capacités s'avérant déterminant dans ce domaine. Par conséquent, le FMI centre son action sur le renforcement des institutions, la fourniture de données, la gouvernance et les réformes structurelles clés. Tant en Afghanistan après 2001 qu'en Iraq après 2003, le FMI a mené de nombreuses activités de conseil en matière de politique économique et de développement des capacités axées sur le redressement des grandes institutions économiques, comme le ministère des Finances et la banque centrale. Au Liban (après 2006), le FMI a fourni un soutien au développement des capacités de façon à renforcer la gestion des finances publiques, évaluer la solidité du secteur financier et améliorer les statistiques de finances publiques. Dans ces trois pays sortant d'un conflit (Afghanistan, Iraq, Liban), le FMI a insisté sur la nécessité d'appliquer des politiques budgétaires saines et équilibrées ainsi qu'un cadre de politique monétaire robuste afin d'étayer la stabilité du taux de change et de réduire l'inflation.
- *Chercher à obtenir des résultats rapides pour entretenir la dynamique de la réforme.* Les autorités nationales doivent pouvoir montrer que leur action génère des progrès tangibles dès le début de l'élan de réformes pour en entretenir la dynamique et faire adhérer l'opinion publique aux réformes structurelles plus profondes. Il est essentiel de donner la priorité à la création de systèmes de paiement opérationnels, au versement en temps voulu des salaires dans le secteur public et à la prestation des services publics de base. Par exemple, à la fin de 2002, l'Afghanistan a lancé une nouvelle monnaie, avec l'appui considérable du FMI en matière de développement des capacités, parvenant ainsi à stabiliser l'inflation et le taux de change.
- *Mobiliser un fort soutien auprès des principaux bailleurs de fonds parmi les donateurs sous la forme de financements extérieurs et d'un appui en faveur des réformes.* Dans le cas de l'Afghanistan après 2001, les grands pays occidentaux ont versé d'importantes contributions, lesquelles ont permis de financer des infrastructures essentielles, d'étayer les nouvelles institutions publiques et les réformes de la gouvernance et de renforcer la sécurité. Dans la foulée de l'approbation de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI en 2006, les créanciers du Club de Paris ont décidé d'annuler ou de restructurer une part substantielle de la dette extérieure de l'Afghanistan, qui avait atteint 346 % du PIB à la fin de 2001. Par la suite, l'inclusion de l'Afghanistan dans l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés a fait baisser sa dette extérieure à 7 % du PIB en 2011. En Iraq, les États-Unis ont joué un rôle majeur dans la coordination des efforts de reconstruction et, en 2004, l'Iraq a obtenu du Club de Paris une réduction de 80 % de sa dette extérieure (qui s'élevait à 336 % du PIB à la fin de 2003), sous réserve de l'achèvement du programme appuyé par le FMI. Après le conflit de 2006, la communauté internationale, en particulier les États-Unis et la France, a mobilisé des fonds considérables aux fins de l'aide humanitaire

Encadré 1.5 (fin)

et de la reconstruction au Liban. Cela étant, de fortes vulnérabilités économiques demeurent, car le pays ne dispose pas de stratégie globale de restructuration de la dette et n'a pas mis en œuvre les réformes structurelles nécessaires.

- *Maintenir la sécurité.* La persistance de problèmes de sécurité et l'incertitude qui en résulte peuvent dissuader les investissements du secteur privé et entraver le développement économique et le processus de reconstruction. Il est vital que le secteur de la sécurité dispose de ressources financières adéquates, faute de quoi, il est difficile de mener à bien le processus de reconstruction et le développement économique. Par exemple, le cadre afghan de développement national adopté en 2002 accordait une large place à la sécurité, ce qui a amené les principaux donateurs à fournir un soutien considérable à la formation et à l'équipement des forces de sécurité afghanes. En Iraq, les problèmes de sécurité ont fragilisé la viabilité des finances publiques dans la mesure où le secteur privé demeure la principale source d'emplois. Les conditions de sécurité ont eu un effet dissuasif majeur pour les investisseurs étrangers comme locaux qui souhaitaient développer leur activité, ce qui explique en partie les faibles résultats des efforts de reconstruction hors secteur pétrolier (Matsunaga, 2019). Dans le Liban d'après 2006, les incidents de sécurité récurrents et l'incertitude ont pesé sur la confiance des investisseurs, l'activité économique et la mise en œuvre des réformes.

Cet encadré a été rédigé par Faris Abdurrachman et Serpil Bouza, avec la contribution de Laura Jaramillo, Nora Neuteboom, Alexander Tieman et des équipes-pays du FMI pour l'Afghanistan, l'Iraq et le Liban.

Bibliographie

- International Monetary Fund (IMF). 2022. "The IMF Strategy for Fragile and Conflict-Affected States." IMF Policy Paper 2022/04, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF). 2024. "Gulf Cooperation Council: Pursuing Visions Amid Geopolitical Turbulence: Economic Prospects and Policy Challenges for the GCC Countries." IMF Policy Papers 24/66, Washington, DC.
- Matsunaga, Hideki. 2019. *The Reconstruction of Iraq after 2003: Learning from Its Successes and Failures*. Washington, DC: World Bank.
- Syria Observatory for Human Rights (SOHR). 2024. "Syrian Revolution 13 Years On: Nearly 618,000 Persons Killed since the Onset of the Revolution in March 2011." *Syria Observatory for Human Rights*, March 15. https://www.syriahr.com/en/328044/?doing_wp_cron=1742576015.6567549705505371093750.
- UN Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2024. *World Investment Report 2024: Investment Facilitation and Digital Government*. New York: United Nations.
- UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). 2025a. "Reported Impact Snapshot: Gaza Strip." February 25. <https://www.ochaopt.org/content/reported-impact-snapshot-gaza-strip-25-february-2025>.
- UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). 2025b. "Lebanon: Flash Update #61: Escalation of Hostilities in Lebanon, as of 27 February 2025." OCHA Lebanon, Beirut. <https://www.unocha.org/publications/report/lebanon/lebanon-flash-update-61-escalation-hostilities-lebanon-27-february-2025>.
- UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). 2025c. "Syria Hub." OCHA, accessed March 4, 2025. <https://www.ocha-sy.org>.

Tableau 1.1. Principaux indicateurs économiques, 2022-26

(Variation en pourcentage sur un an, sauf indication contraire)

	2022	2023	2024	Projections	
				2025	2026
Moyen-Orient et Afrique du Nord (région MOAN)¹					
Croissance du PIB réel	5,5	2,1	1,8	2,6	3,4
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	10,0	5,4	2,8	0,3	0,1
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	3,4	0,0	-1,6	-3,4	-3,2
Inflation (moyenne sur la période)	13,6	14,9	14,6	12,7	10,7
Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN					
Croissance du PIB réel	5,8	2,1	2,2	2,3	3,1
<i>Croissance du PIB réel hors pétrole</i>	4,6	4,6	3,4	2,7	2,8
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	14,2	7,5	4,7	1,7	1,3
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	5,8	1,3	-0,6	-2,4	-2,4
Inflation (moyenne sur la période)	12,6	11,2	8,6	10,6	10,3
Pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG)					
Croissance du PIB réel	7,1	0,4	1,7	3,0	4,1
<i>Croissance du PIB réel hors pétrole</i>	5,6	3,6	3,8	3,4	3,5
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	16,2	8,7	6,2	2,4	1,9
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	7,5	3,2	1,5	-0,2	-0,2
Inflation (moyenne sur la période)	3,3	2,2	1,6	1,9	1,9
Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN hors CCG					
Croissance du PIB réel	4,2	4,1	2,7	1,4	1,8
<i>Croissance du PIB réel hors pétrole</i>	3,4	5,8	2,9	1,8	1,9
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	9,5	4,8	1,6	0,1	0,1
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	1,7	-2,9	-5,4	-7,4	-7,6
Inflation (moyenne sur la période)	25,1	22,8	17,4	21,9	21,4
Pays importateurs de pétrole de la région MOAN¹					
Croissance du PIB réel	4,8	2,1	1,1	3,4	4,1
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-5,8	-2,9	-5,2	-5,7	-4,8
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-5,4	-5,2	-5,6	-7,6	-6,7
Inflation (moyenne sur la période)	15,9	23,5	28,8	17,5	11,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAN					
Croissance du PIB réel	5,4	3,3	2,0	3,6	4,0
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-5,2	-2,5	-5,0	-5,7	-4,5
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-5,7	-5,4	-6,0	-8,2	-7,1
Inflation (moyenne sur la période)	10,4	22,4	25,7	15,5	10,1
Pays à faible revenu de la région MOAN¹					
Croissance du PIB réel	-0,1	-9,7	-9,3	0,8	5,2
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-11,2	-6,2	-6,9	-5,5	-7,3
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-2,0	-3,5	-1,8	-2,4	-3,2
Inflation (moyenne sur la période)	77,0	35,9	71,0	43,5	31,5
Région MOAN, Afghanistan, Pakistan^{1,2}					
Croissance du PIB réel	5,5	1,8	1,9	2,6	3,4
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	8,7	4,8	2,5	0,2	0,0
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	2,4	-0,6	-2,1	-3,6	-3,4
Inflation (moyenne sur la période)	13,4	16,5	15,7	11,7	10,3
Caucase et Asie centrale (CAC)					
Croissance du PIB réel	5,2	5,0	5,4	4,9	4,3
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	5,2	-2,3	-1,3	-2,0	-2,6
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	0,4	-0,7	-1,1	-2,6	-2,7
Inflation (moyenne sur la période)	13,1	9,8	6,7	8,1	7,4
Pays exportateurs de pétrole de la région CAC					
Croissance du PIB réel	3,8	3,9	4,3	4,2	3,7
<i>Croissance du PIB réel hors pétrole</i>	6,0	4,2	6,1	3,8	3,7
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	9,3	0,6	1,1	-0,6	-1,6
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	1,8	0,6	-0,4	-2,2	-2,5
Inflation (moyenne sur la période)	14,2	10,9	6,8	8,7	8,2
Pays importateurs de pétrole de la région CAC					
Croissance du PIB réel	7,7	7,1	7,2	5,9	5,5
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	-4,7	-8,8	-6,4	-4,8	-4,8
Solde budgétaire global (en pourcentage du PIB)	-2,9	-3,5	-2,6	-3,3	-3,1
Inflation (moyenne sur la période)	11,0	7,6	6,6	7,0	5,9

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les données pour les pays suivants se rapportent aux exercices budgétaires : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Égypte et Pakistan (juillet/juin).

CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

¹Hors Syrie.²Hors Afghanistan sur la période 2024-26.

Tableau 1.2. Croissance du PIB réel, 2024-26*(Variation en pourcentage sur un an)*

	Avril 2025			Octobre 2024			Révision depuis octobre 2024		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord¹	1,8	2,6	3,4	2,1	4,0	4,2	-0,3	-1,4	-0,8
Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN	2,2	2,3	3,1	2,3	4,0	3,9	-0,1	-1,7	-0,8
Conseil de coopération du Golfe (CCG)	1,7	3,0	4,1	1,8	4,2	4,5	-0,1	-1,2	-0,4
Bahreïn	2,8	2,8	3,0	3,0	3,2	2,9	-0,2	-0,4	0,1
Koweït	-2,8	1,9	3,1	-2,7	3,3	2,5	-0,1	-1,4	0,6
Oman	1,7	2,3	3,6	1,0	3,1	4,4	0,7	-0,8	-0,8
Qatar	2,4	2,4	5,6	1,5	1,9	5,8	0,9	0,5	-0,2
Arabie saoudite	1,3	3,0	3,7	1,5	4,6	4,4	-0,2	-1,6	-0,7
Émirats arabes unis	3,8	4,0	5,0	4,0	5,1	5,1	-0,2	-1,1	-0,1
Pays exportateurs de pétrole de la région MOAN hors CCG	2,7	1,4	1,8	3,0	3,6	3,2	-0,3	-2,2	-1,4
Algérie	3,5	3,5	3,0	3,8	3,0	2,5	-0,3	0,5	0,5
Iran	3,5	0,3	1,1	3,7	3,1	2,8	-0,2	-2,8	-1,7
Iraq	0,3	-1,5	1,4	0,1	4,1	5,2	0,2	-5,6	-3,8
Libye	-0,6	17,3	4,3	2,4	13,7	4,1	-3,0	3,6	0,2
Pays importateurs de pétrole de la région MOAN¹	1,1	3,4	4,1	1,5	3,9	4,9	-0,4	-0,5	-0,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAN	2,0	3,6	4,0	2,4	3,8	4,5	-0,4	-0,2	-0,5
Égypte	2,4	3,8	4,3	2,7	4,1	5,1	-0,3	-0,3	-0,8
Jordanie	2,5	2,6	2,9	2,4	2,9	3,0	0,1	-0,3	-0,1
Liban	-7,5	...	...	...	...	...	...	...	...
Maroc	3,2	3,9	3,7	2,8	3,6	3,4	0,4	0,3	0,3
Tunisie	1,4	1,4	1,4	1,6	1,6	1,5	-0,2	-0,2	-0,1
Cisjordanie et bande de Gaza	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pays à faible revenu de la région MOAN¹	-9,3	0,8	5,2	-8,3	5,5	9,4	-1,0	-4,7	-4,2
Djibouti	6,5	6,0	5,5	6,5	6,0	5,5	0,0	0,0	0,0
Mauritanie	4,6	4,4	3,7	4,4	4,2	4,2	0,2	0,2	-0,5
Somalie	4,0	4,0	4,1	4,0	4,0	4,1	0,0	0,0	0,0
Soudan	-23,4	-0,4	8,8	-20,3	8,3	13,5	-3,1	-8,7	-4,7
Syrie	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Yémen	-1,5	-1,5	0,0	-1,0	1,5	7,0	-0,5	-3,0	-7,0
Région MOAN, Afghanistan, Pakistan^{1,2}	1,9	2,6	3,4	2,1	3,9	4,2	-0,2	-1,3	-0,8
Afghanistan	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Pakistan	2,5	2,6	3,6	2,4	3,2	4,0	0,1	-0,6	-0,4
Caucase et Asie centrale (CAC)	5,4	4,9	4,3	4,3	4,5	3,9	1,1	0,4	0,4
Pays exportateurs de pétrole de la région CAC	4,3	4,2	3,7	3,3	3,9	3,1	1,0	0,3	0,6
Azerbaïdjan	4,1	3,5	2,5	3,2	2,5	2,4	0,9	1,0	0,1
Kazakhstan	4,8	4,9	4,3	3,5	4,6	3,5	1,3	0,3	0,8
Turkménistan	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	0,0	0,0	0,0
Pays importateurs de pétrole de la région CAC	7,2	5,9	5,5	6,1	5,5	5,3	1,1	0,4	0,2
Arménie	5,9	4,5	4,5	6,0	4,9	4,5	-0,1	-0,4	0,0
Géorgie	9,4	6,0	5,0	7,6	6,0	5,0	1,8	0,0	0,0
République kirghize	9,0	6,8	5,3	6,5	5,0	4,1	2,5	1,8	1,2
Tadjikistan	8,4	6,7	5,0	6,8	4,5	4,5	1,6	2,2	0,5
Ouzbékistan	6,5	5,9	5,8	5,6	5,7	5,7	0,9	0,2	0,1

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les données pour les pays suivants se rapportent aux exercices budgétaires : Afghanistan et Iran (21 mars/20 mars), Égypte et Pakistan (juillet/juin).

CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

¹Hors Syrie.²Hors Afghanistan sur la période 2024-26.

2. Surmonter les aléas : renforcer la résilience en période de grande incertitude¹

L'incertitude mondiale, en augmentation constante depuis plusieurs décennies, a connu un nouveau pic à la suite des événements récents. Ce chapitre présente la première analyse empirique des facteurs et des incidences économiques de l'incertitude dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) et celle du Caucase et de l'Asie centrale (CAC)². L'analyse révèle que les facteurs mondiaux et régionaux expliquent en grande partie les pics d'incertitude, en particulier dans la région Caucase et Asie centrale et dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe. Des facteurs propres à certains pays (conflits, instabilité politique, problèmes liés au climat et épidémies) sont également associés à une augmentation de l'incertitude. L'analyse met aussi en évidence les effets délétères de l'incertitude sur l'économie. D'après les estimations, les pics d'incertitude à l'échelle mondiale continuent d'avoir de fortes répercussions négatives sur la production réelle, avec des pertes moyennes avoisinant 2,5 % après deux ans. En outre, les effets économiques défavorables des chocs liés à l'incertitude se révèlent plus prononcés dans les régions MOAN et CAC que dans le reste du monde. Cela tient en partie à des vulnérabilités macroéconomiques préexistantes plus marquées, notamment une dette publique élevée et des institutions fragiles, qui amplifient ces effets néfastes. Ces constats soulignent combien il est important d'accroître les marges de manœuvre et de mener des réformes structurelles, pour notamment renforcer la gouvernance, les institutions et les cadres macroéconomiques, consolider la résilience économique et atténuer les effets d'une incertitude élevée.

2.1. Introduction

Depuis 25 ans, l'incertitude mondiale – les lacunes dans notre connaissance et notre compréhension de l'état actuel et futur du monde – s'accroît de manière générale, comme le montrent divers indicateurs (graphique 2.1)³. L'analyse dont il est ici rendu compte s'appuie sur l'indice mondial d'incertitude (IMI – World Uncertainty Index ou WUI), indicateur d'incertitude économique proposé par Ahir, Bloom et Furceri (2022) et qui est l'un des outils empiriques les plus utilisés pour mesurer l'incertitude à partir d'un large éventail de pays⁴. Durant les 25 dernières années, cet indice a enregistré plusieurs grands sursauts, notamment lors des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, de la crise de la dette souveraine en Europe, de la pandémie de COVID-19 et de la guerre menée par la Russie en Ukraine (graphique 2.2). En 2025, l'IMI a de nouveau grimpé pour s'approcher des niveaux observés au début de la pandémie de COVID-19.

Le présent chapitre examine l'évolution de l'incertitude dans les pays des régions Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) et Caucase et Asie centrale (CAC), se penchant plus particulièrement sur les principaux facteurs qui contribuent à l'incertitude et à ses conséquences économiques. Il analyse dans un premier temps en quoi l'incertitude a évolué dans l'ensemble des pays de ces régions et dans quelle mesure cette variation tient à des facteurs mondiaux, régionaux ou nationaux (idiosyncratiques). Il évalue ensuite les déterminants des facteurs propres à chaque pays en posant la question de savoir quels chocs ou particularités à l'échelle nationale sont liés à une accentuation de l'incertitude. Il étudie par ailleurs les conséquences financières et économiques de l'incertitude, et examine en quoi les vulnérabilités macroéconomiques préexistantes peuvent exacerber ou atténuer ces effets. Enfin, le chapitre s'appuie sur les conclusions tirées pour formuler des recommandations stratégiques, et ainsi contribuer à orienter la politique économique dans un contexte de grande incertitude.

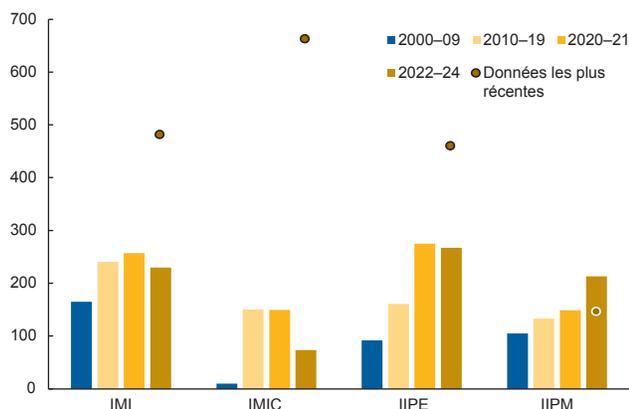
¹Ce chapitre a été rédigé par Faris Abdurrachman, Botir Baltabaev, Serpil Bouza (coautrice principale), Bronwen Brown, Steven Dang, Colombe Ladreit, Troy Matheson (coauteur principal), Bilal Tabti et Qirui Zhang.

²Aux fins de l'analyse du présent chapitre, le Pakistan est inclus dans le groupe géographique Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN).

³La science économique établit souvent une distinction entre deux concepts d'incertitude : celui lié au risque, où il est possible de quantifier le degré ou niveau de variation des résultats possibles (la distribution sous-jacente des probabilités est connue) et l'incertitude de Knight, où cette variation n'est pas mesurable (la distribution sous-jacente des probabilités n'est pas connue ; voir Knight (1921). L'indice mondial d'incertitude (IMI - *World Uncertainty Index* ou WUI) utilisé dans ce chapitre rend simplement compte des perceptions d'incertitude telles qu'elles apparaissent dans les informations de presse ; il ne s'appuie pas sur la définition exacte de l'incertitude dans ces informations. Pour plus de détail sur d'autres indices, voir l'annexe en ligne.

⁴À partir d'une analyse textuelle des rapports du service de recherche de la revue *The Economist* (*The Economist Intelligence Unit*), qui porte sur les différents pays, l'IMI s'appuie sur la fréquence d'utilisation du terme « *uncertainty* » (incertitude) et des expressions connexes en retenant comme échelle le décompte de mots total dans chaque rapport (par pays et par période). L'IMI au niveau mondial est obtenu à partir de la moyenne pondérée de ces indicateurs d'incertitude au niveau national. L'IMI tend à évoluer de pair avec d'autres indicateurs d'incertitude.

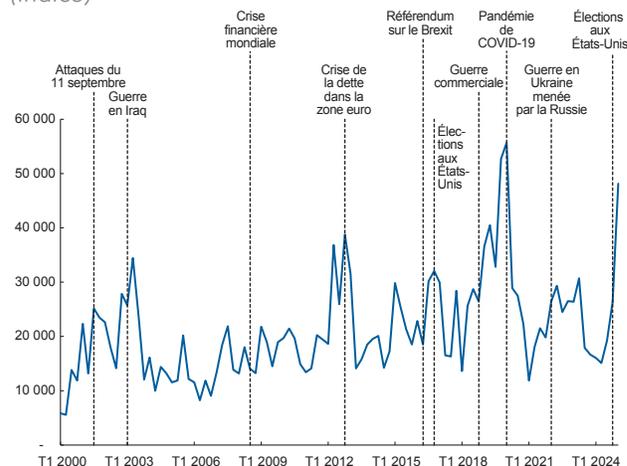
Graphique 2.1. Mesures de l'incertitude économique mondiale (Indice)



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; indice mondial d'incertitude (IMI) ; Husted, Rogers et Sun, 2017 ; indice d'incertitude entourant la politique monétaire (IIPM) aux États-Unis ; Davis, 2016 ; indice mondial d'incertitude entourant la politique économique (IPE) ; calculs des services du FMI.

Note : L'indice IMI trimestriel à l'échelle mondiale est une moyenne pondérée en fonction du PIB en dollars des indices nationaux de 143 pays et couvre jusqu'au premier trimestre 2025. Les observations les plus récentes relatives aux indices IMI, IMIC, IPE et IIPM correspondent au premier trimestre 2025, au premier trimestre 2025, janvier 2025 et au deuxième trimestre 2024, respectivement. L'élaboration des indices IPE et IIPM suit une démarche comparable à celle relative à l'IMI et s'appuie sur les résultats de recherches publiés dans les grands journaux des États-Unis. IPE : indice d'incertitude entourant la politique économique ; IIPM : indice d'incertitude entourant la politique monétaire ; IMI : indice mondial d'incertitude ; IMIC : indice mondial d'incertitude entourant le commerce.

Graphique 2.2. Indice mondial d'incertitude (Indice)



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; base de données sur l'indice mondial d'incertitude (IMI) ; calculs des services du FMI. Note : L'indice IMI trimestriel à l'échelle mondiale est une moyenne pondérée en fonction du PIB en dollars des indices nationaux de 143 pays et couvre jusqu'au quatrième trimestre 2025 inclus.

2.2. Grands facteurs communs d'incertitude

Durant les deux dernières décennies, l'incertitude (exprimée par l'IMI) a enregistré de grandes variations dans les régions MOAN et CAC. Les moyennes pondérées de l'incertitude au niveau national dans la région MOAN (hors pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le CCG et la région CAC ont suivi de près plusieurs événements d'envergure mondiale ainsi que d'autres revêtant une importance régionale (graphique 2.3, pages 2 à 4).

- **Région MOAN (hors CCG).** L'incertitude a connu de nets sursauts, tout particulièrement lors du retrait israélien de la bande de Gaza, au milieu de la première décennie 2000, et des troubles sociaux qui ont suivi les Printemps arabes.
- **CCG.** L'incertitude a été relativement volatile. Elle s'est fortement accentuée à certains moments cruciaux pour la région, comme la chute des cours du brut après la Grande Récession, le refus de l'Arabie saoudite de siéger comme membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies et le retrait des États-Unis de l'accord nucléaire avec l'Iran (Plan d'action global commun).
- **Région CAC.** L'incertitude s'est intensifiée au cours de certains événements d'importance régionale, dont les guerres menées par la Russie en Géorgie et en Ukraine, et les dévaluations liées au rouble.

Une décomposition statistique formelle peut servir à apprécier dans quelle mesure les variations de l'incertitude observées dans les régions MOAN et CAC durant les deux dernières décennies ont été tributaires de trois facteurs : les facteurs mondiaux (communs à tous les pays), les facteurs régionaux (communs à tous les pays de chaque région une fois que les facteurs mondiaux ont été pris en compte) et les facteurs nationaux/intérieurs (spécifiques à chaque pays une fois que les facteurs mondiaux et régionaux ont été pris en compte)⁵.

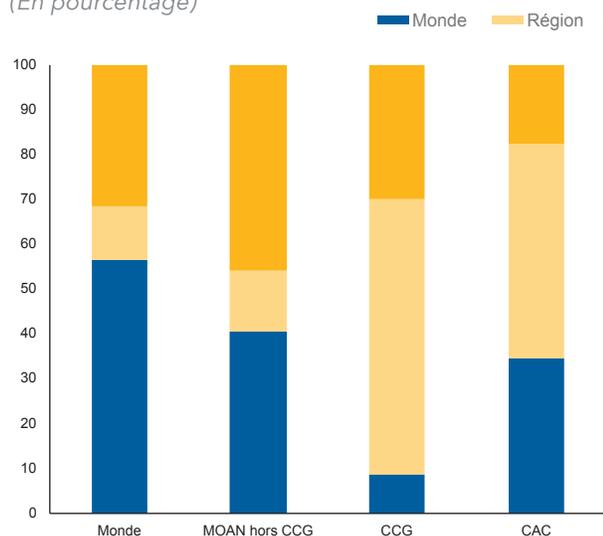
⁵Voir l'annexe en ligne pour une description détaillée de la méthodologie à la base des décompositions dynamiques des facteurs de l'IMI, qui attribue les variations de l'incertitude aux trois facteurs statistiques considérés : mondial, régional, national.

Il ressort de l'analyse que les variations de l'incertitude ont été fortement synchrones dans l'ensemble des pays des régions MOAN et CAC, bien que cette synchronisation soit relativement moins marquée que la moyenne de tous les pays de notre échantillon. En moyenne, les facteurs mondiaux comptent pour plus de la moitié de la variation de l'incertitude dans l'ensemble des pays de notre échantillon mondial, tandis que les facteurs régionaux en expliquent 10 % (graphique 2.3, page 1). En revanche, les facteurs mondiaux représentent environ 35 % de la variation de l'incertitude dans les pays des régions MOAN (hors CCG) et CAC. Les facteurs régionaux expliquent aux alentours de 30 % de la variation moyenne, et les facteurs nationaux comptent pour le reste. Dans les pays du CCG, les facteurs mondiaux semblent être moins déterminants, car ils n'expliquent qu'environ 10 % de la variation totale. Les facteurs régionaux jouent un rôle plus notable dans les variations de l'incertitude dans les pays du CCG

Graphique 2.3. Facteurs d'incertitude

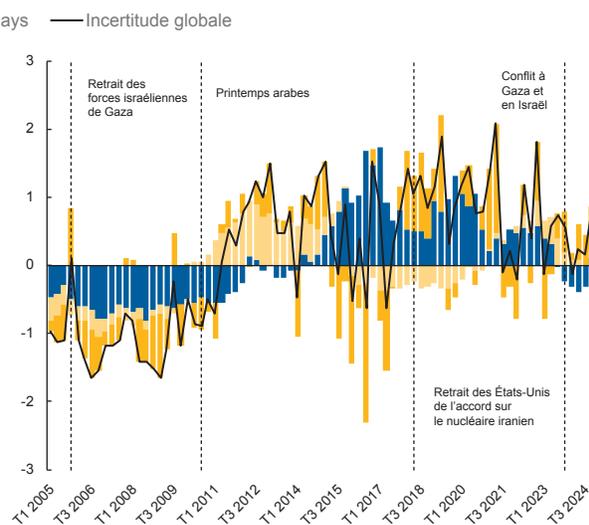
1. Facteurs contribuant à l'évolution globale de l'incertitude

(En pourcentage)



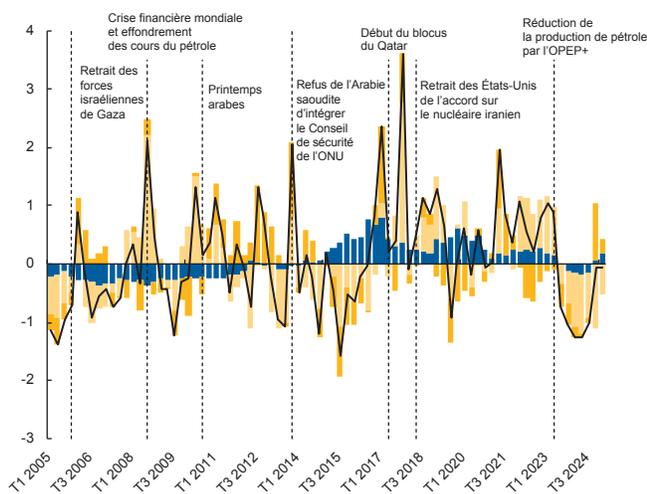
2. Région MOAN, hors pays du CCG

(Indice)



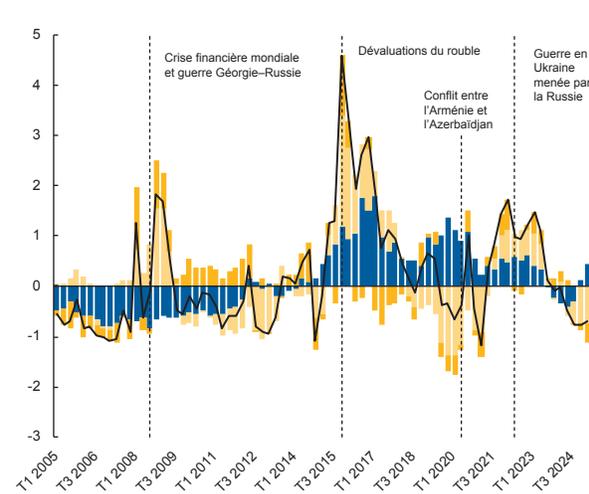
3. CCG

(Indice)



4. CAC

(Indice)



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; base de données sur l'indice mondial d'incertitude (IMI) ; calculs des services du FMI.

Note : Les plages décomposent les indices agrégés d'incertitude (pondérés en fonction du PIB en dollars) par région, calculés à partir d'un modèle factoriel dynamique. Les indices agrégés sont mis à l'échelle pour obtenir une moyenne de 0 et un écart-type de 1 sur la période indiquée. Le modèle part du principe que l'incertitude dans chaque pays résulte de trois types de chocs : mondiaux (communs à tous les pays), régionaux (communs à tous les pays de chaque région après avoir tenu compte des chocs mondiaux) et nationaux (propres à chaque pays). Le modèle est estimé à partir des indices d'incertitude trimestriels figurant dans la base de données de l'IMI, qui couvre 143 pays de sept régions. L'échantillon englobe la période allant du premier trimestre 2000 au premier trimestre 2025. CAC = Caucase et Asie centrale ; CCG = Conseil de coopération du Golfe ; CSNU = Conseil de sécurité des Nations Unies ; IMI = Indice mondial d'incertitude ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan) ; SAU = Arabie saoudite.

et de la région CAC (ils expliquent 60 % et 40 %, respectivement, de la variation totale en moyenne). Les facteurs nationaux revêtent une importance beaucoup plus grande dans les pays de la région MOAN, à l'exclusion des pays du CCG. Dans ces derniers, le rôle prédominant des facteurs régionaux s'explique en partie par leur plus forte dépendance économique au pétrole qu'ailleurs.

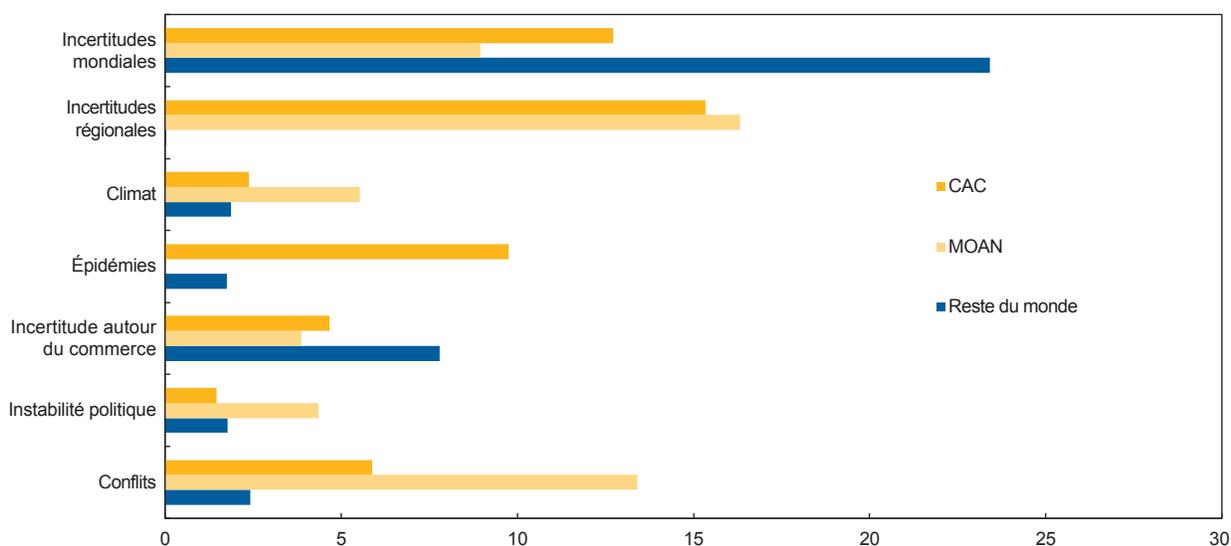
2.3. Les facteurs d'incertitude nationaux varient d'une région à l'autre

La présente section se penche sur les facteurs qui expliquent les variations de l'incertitude propres à chaque pays des régions MOAN et CAC et dans le reste du monde. Nous avons calculé une régression de l'incertitude nationale (IMI) sur une série de variables spécifiques à chaque pays et susceptibles de rendre compte d'importants facteurs d'incertitude, tout en faisant la part des facteurs statistiques mondiaux ou régionaux (définis dans la section précédente)⁶. Il ressort des résultats que plusieurs variables essentielles sont liées à une plus grande incertitude et expliquent pour beaucoup la variation de l'incertitude d'un pays à l'autre (graphique 2.4) :

- *Climat (anomalies de température)*. Les chocs climatiques expliquent environ 6 % de la variation de l'incertitude dans les pays de la région MOAN, plus que dans la région CAC et près de deux fois plus que dans le reste du monde, ce qui tient sans doute au fait que la région MOAN est exposée à des températures plus élevées qu'ailleurs.

Graphique 2.4. MOAN, CAC et reste du monde : facteurs d'incertitude

(Pourcentage de variation imputable à chaque facteur)



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; base de données INSCR de Systemic Peace ; Indice mondial d'incertitude (IMI) ; Our World in Data ; Torres Munguía *et al.*, 2022 ; base de données sur les événements géoréférencés (GED) du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (UCDP) ; calculs des services du FMI.

Note : Les erreurs-types sont regroupées au niveau des pays. La somme des contributions relatives est inférieure à 100, car le terme d'erreur (composante non expliquée) compte pour 48 % à 61 % de la variation totale. L'incertitude induite par le climat s'exprime en écarts absolus par rapport à la température moyenne du pays sur la période 1950-90. L'incertitude liée aux épidémies est basée sur le nombre d'épidémies de maladies infectieuses. Les événements politiques préjudiciables comprennent les tentatives de coups d'État et ceux qui ont abouti, la conservation illégitime du pouvoir, les assassinats ou démissions forcées des membres du pouvoir exécutif, et l'éviction de dirigeants par des forces rebelles ou étrangères, mais excluent les complots de coups d'État avérés ou supposés. L'incertitude liée aux conflits est mesurée par un indicateur variable égal à 1 lorsque le nombre de décès liés à un conflit dépasse le 75^e centile à l'échelle mondiale. L'incertitude autour du commerce est mesurée à partir de la valeur attribuée au pays dans l'indice mondial d'incertitude autour du commerce (IMIC). Voir l'annexe en ligne pour plus de détails. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOAN = Moyen-Orient, Afrique du Nord (plus Pakistan).

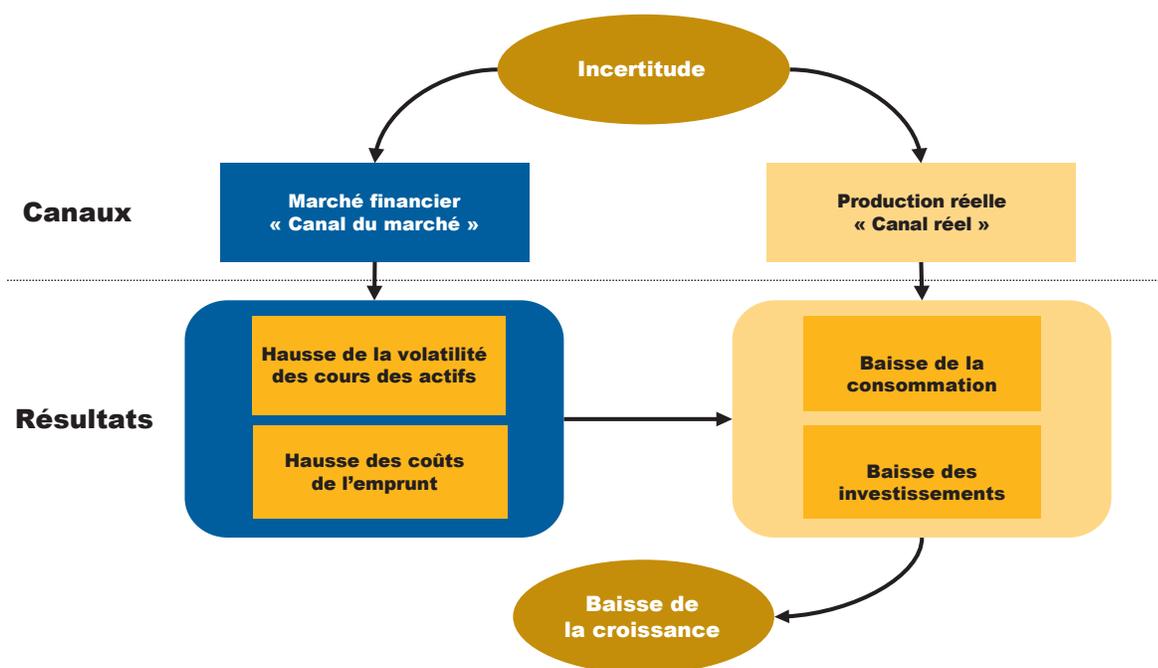
⁶L'échantillon comprend 19 pays de la région MOAN et 8 pays de la région CAC : Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Égypte, Émirats arabes unis, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République islamique d'Iran, République kirghize, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turkménistan et Yémen. L'échantillon du reste du monde comprend 113 pays. Les contributions relatives sont calculées en suivant la méthode de Sterck (2019), à partir de la somme des écarts absolus moyens pour mesurer les distances. Les régressions de panel couvrent la période 1996–2021 pour des raisons de disponibilité des données. Voir l'annexe en ligne pour plus de détails et pour les résultats des régressions. Les niveaux d'incertitude affichés par l'ensemble des régions MOAN et CAC sont comparables et, en moyenne, sont inférieurs à ceux observés dans le reste du monde.

- *Épidémies (poussées de maladies infectieuses)*. Dans les pays de la région CAC, les épidémies sont des facteurs particulièrement importants d'incertitude, qui expliquent près de 10 % de la variation observée. Ce pourcentage est sensiblement supérieur à celui enregistré par les pays de la région MOAN et dans le reste du monde, où les flambées épidémiques tendent à se déclarer avec une plus grande fréquence que dans la région CAC.
- *Instabilité politique*. Les événements politiques préjudiciables, tels que les coups d'État, comptent pour environ 4 % de la variation de l'incertitude dans les pays de la région MOAN – soit deux fois plus que dans la région CAC et dans le reste du monde.
- *Conflit*. Les conflits graves expliquent pour plus de 13 % la variation de l'incertitude dans les pays de la région MOAN. En revanche, ils jouent un rôle moins important dans la région CAC (où ils expliquent la variation pour moins de 6 %) et dans le reste du monde (moins de 2 %). L'intensité des conflits tend à être moindre dans ces régions que dans la région MOAN.
- *Incertitude des échanges commerciaux*. L'incertitude des échanges contribue moins à la variation de l'incertitude dans les pays des régions MOAN et CAC que dans le reste du monde, car ces régions sont moins intégrées au commerce mondial. Elle représente 5 % et 4 % de variation dans les régions MOAN et CAC, respectivement, contre 8 % dans le reste du monde.

2.4. Les conséquences économiques défavorables de l'incertitude

Lorsqu'elle s'accroît, l'incertitude peut agir sur l'économie par deux principaux mécanismes (graphique 2.5). Premièrement, elle peut provoquer des revirements soudains de l'humeur des marchés financiers (*canal du marché*), entraînant une plus grande volatilité des prix des actifs et un renchérissement des emprunts du fait de la montée des primes de risque. Deuxièmement, elle peut saper la confiance et inciter les consommateurs à épargner davantage (motif de précaution), occasionnant alors un tassement de la consommation ; et entraîner un report, voire une annulation, des investissements étrangers ou nationaux (*canal réel*)⁷.

Graphique 2.5. Incertitude : canaux de transmission



Source : calculs des services du FMI.

⁷Pour en savoir plus au sujet des effets de l'incertitude sur la stabilité macrofinancière, voir l'édition d'octobre 2024 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde.

La présente section évalue l'importance de ces deux mécanismes dans les régions MOAN et CAC, de même que dans le reste du monde, en établissant une distinction entre les chocs d'incertitude d'envergure nationale et ceux d'envergure mondiale :

- Les *chocs d'incertitude nationaux* sont appréhendés par les variations de l'IMI à l'échelle nationale. Le choc de référence est une augmentation d'un écart-type, équivalant à un niveau d'incertitude national basculant du 10^e au 60^e centile de la distribution de l'incertitude sur l'ensemble des pays.
- Les *chocs d'incertitude mondiaux* correspondent aux variations de la moyenne de l'IMI pondérée en fonction du PIB à l'échelle mondiale. Le choc de référence est une augmentation d'un écart-type, équivalant à un niveau d'incertitude basculant du 10^e au 50^e centile de la distribution historique de l'IMI.

Une méthode de projections locales (Jordà, 2005) est utilisée pour estimer la réponse dynamique des variables réelles et financières à ces chocs d'incertitude, en neutralisant les éventuels facteurs confondants pouvant agir à la fois sur l'incertitude et sur les résultats macroéconomiques⁸.

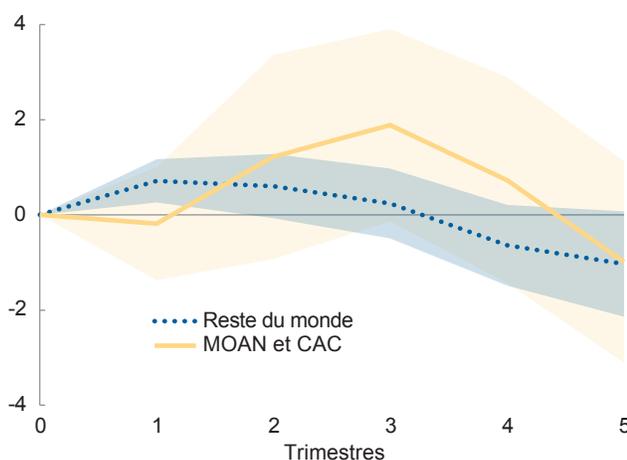
Chocs d'incertitude nationaux

Les chocs d'incertitude nationaux sont liés à des augmentations temporaires des écarts souverains et de la volatilité des marchés boursiers par rapport aux tendances de base affichées par les pays des régions MOAN et CAC (graphique 2.6)⁹. Ces effets sont d'une plus grande ampleur que celle observée dans le reste du monde, atteignant des pics d'environ 2 % pour ce qui est des écarts de taux et de quelque 7 % s'agissant de la volatilité des marchés boursiers¹⁰. Dans ce dernier cas, l'incidence notable dans les régions MOAN et CAC pourrait s'expliquer par les

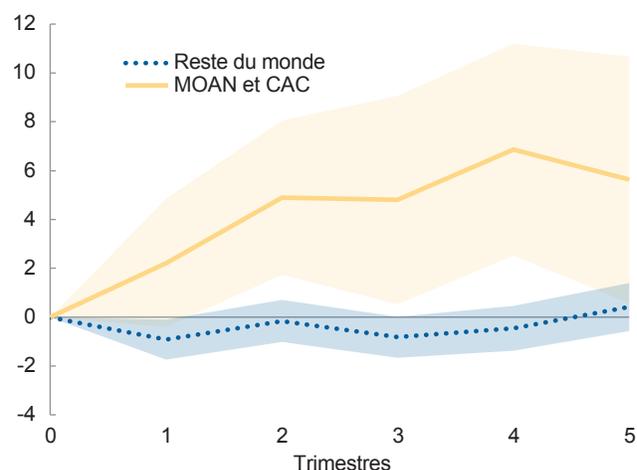
Graphique 2.6. Régions MOAN et CAC : effet des chocs d'incertitude nationaux sur les indicateurs des marchés financiers

(En pourcentage, incidence d'un choc lié à l'incertitude d'un écart-type)

1. Écarts de taux



2. Volatilité des marchés boursiers



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; base de données de l'IMI ; Finaeon, Inc., GFDATABASE ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; FMI, rapport des écarts de rendement sur les obligations souveraines (*Sovereign Spread Monitor*) ; calculs des services du FMI.

Note : Les effets de l'incertitude sont évalués à partir d'une méthode de projections locales. Le choc se produit au trimestre 1 et correspond à une augmentation d'un écart-type de l'indicateur d'incertitude nationale. Les régressions comprennent les effets fixes temps et pays (page 1) ou marchés boursiers (page 2), trois retards du choc et trois retards de la variable dépendante. Les zones ombrées représentent l'intervalle de confiance à 90 %. La page 1 décrit l'effet sur les écarts de taux, définis comme la moyenne trimestrielle des écarts souverains journaliers pondérés pour l'ensemble des échéances. La page 2 décrit l'incidence sur la volatilité des marchés boursiers, définie comme l'écart-type des cours hebdomadaires pour le trimestre. Le « reste du monde » exclut les pays des régions MOAN (plus Pakistan) et CAC. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOAN = Moyen-Orient, Afrique du Nord (plus Pakistan).

⁸Voir l'annexe en ligne pour plus de détails.

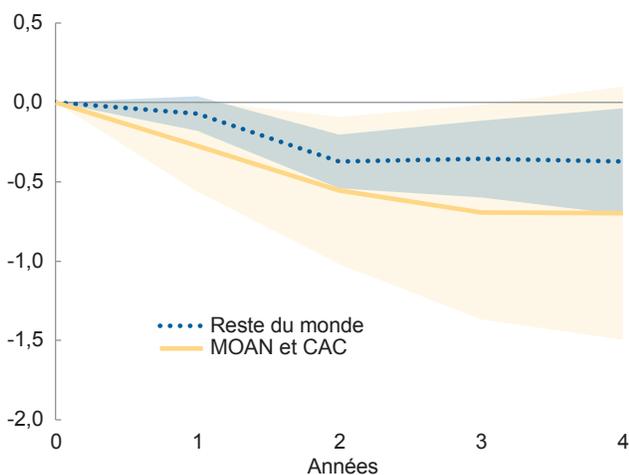
⁹L'analyse des écarts de taux souverains porte sur 17 pays des régions MOAN et CAC et 70 pays du reste du monde. L'analyse de la volatilité des marchés boursiers concerne quant à elle 17 pays des régions MOAN et CAC et 82 pays du reste du monde, pour lesquels des données étaient disponibles. L'effet de l'incertitude sur la volatilité des marchés boursiers et sur les résultats économiques dans la région MOAN est également analysé dans Chau, Deesomsak et Wang (2014), et Faniband et Shamsher (2024), respectivement.

¹⁰Pour les écarts de taux, cela se traduit par un accroissement de 7,6 points de base dans les pays des régions MOAN et CAC.

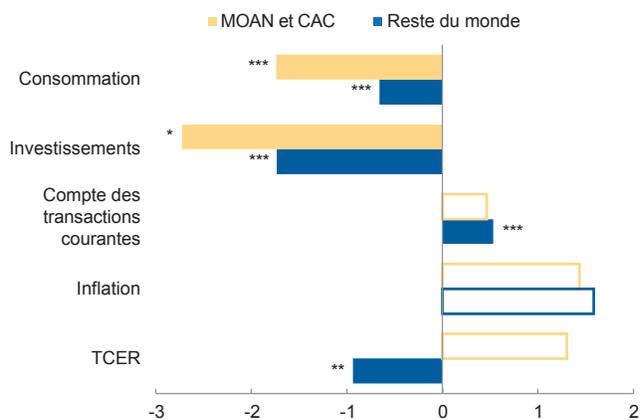
Graphique 2.7. Régions MOAN et CAC : effets des chocs d'incertitude nationaux sur l'économie réelle

(En pourcentage, incidence d'un choc lié à l'incertitude d'un écart-type)

1. PIB réel



2. Autres variables économiques



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; Banque mondiale, Indicateurs de gouvernance mondiale ; base de données de l'IMI ; Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, base de données sur les situations d'urgence EM-DAT ; base de données sur les événements géoréférencés (GED) du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (UCDP) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Torres Munguía et al., 2022 ; calculs des services du FMI.

Note : Les effets de l'incertitude sont évalués à partir d'une méthode de projections locales. Le choc se produit à l'année 1 et correspond à une augmentation d'un écart-type de l'indicateur d'incertitude nationale. Les régressions comprennent les effets fixes temps et pays, deux retards du choc et deux retards de la variable dépendante, et neutralisent l'ouverture aux échanges, la part d'investissement, les chocs des termes de l'échange, la croissance des partenaires commerciaux, la lutte contre la corruption, les chocs de conflits, les catastrophes naturelles et les épidémies. Les zones ombrées représentent l'intervalle de confiance à 90 %. La plage 1 décrit l'effet sur le PIB réel. Les résultats restent inchangés si l'on examine le PIB réel hors hydrocarbures dans les pays exportateurs d'hydrocarbures. La plage 2 mesure l'incidence deux ans après le choc. Tous les résultats sont des différences en pourcentage, hormis pour le solde des transactions courantes par rapport au PIB, où la différence est exprimée en points de pourcentage. Le « reste du monde » exclut les pays des régions MOAN (plus Pakistan) et CAC. Les barres vides signalent l'absence de signification. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan) ; TCER = taux de change effectif réel. *p < 0,10 ; **p < 0,05 ; ***p < 0,01.

niveaux relativement faibles de développement des secteurs financiers, qui limitent les possibilités de diversification et de partage international des risques (édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, chapitre 3).

L'analyse fait également apparaître que, dans les régions MOAN et CAC, les chocs d'incertitude nationaux ont des effets plus marqués et plus durables sur l'économie réelle que dans les autres pays (graphique 2.7). Dans ces régions, les chocs d'incertitude nationaux provoquent un repli immédiat du PIB réel (production, graphique 2.7, page 1) par rapport à la tendance de base, les pertes pouvant même atteindre 0,7 % au bout de deux ans. Ce tassement est pratiquement deux fois plus important que celui observé dans le reste du monde pour des chocs comparables¹¹.

La réponse de la production dans les régions MOAN et CAC s'explique par des réductions notables de la consommation et de l'investissement, qui sont aussi plus marquées que dans les autres pays (graphique 2.7, page 2)¹². Sur le plan extérieur, les soldes des transactions courantes tendent à s'améliorer en raison de l'affaiblissement de la demande intérieure (et, partant, de la baisse des importations). Le taux de change effectif réel s'apprécie, vraisemblablement du fait de la montée de l'inflation et de la prévalence de régimes de change fixes dans les pays des régions MOAN et CAC, bien que les résultats ne soient pas statistiquement significatifs¹³.

Les vulnérabilités macroéconomiques nationales préexistantes semblent amplifier les effets négatifs des chocs nationaux sur la production (graphique 2.8)¹⁴. Des niveaux d'endettement élevés et une faible lutte contre la

¹¹Le même phénomène s'observe lorsque les pays sont limités à ceux de la région MOAN.

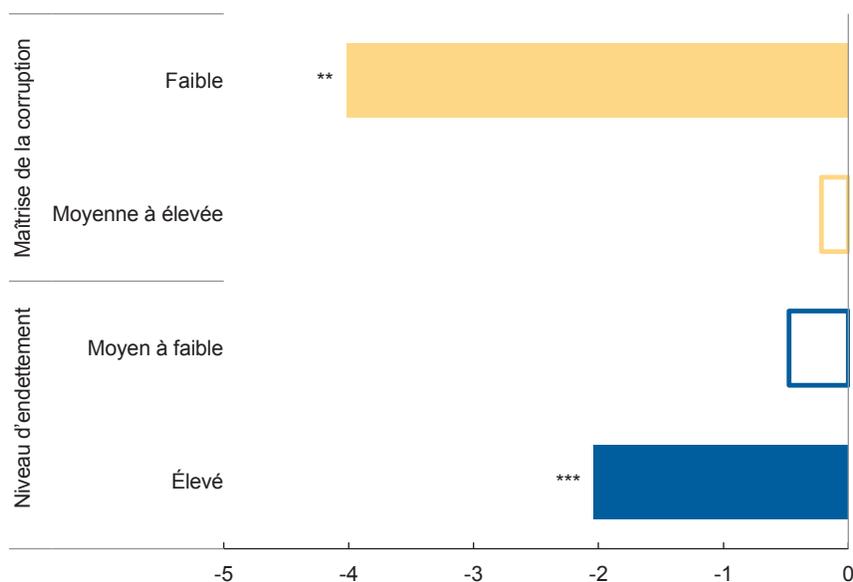
¹²L'incidence sur l'économie réelle est estimée à fréquence annuelle par manque de données.

¹³Par exemple, aucun pays des régions MOAN ou CAC n'avait adopté de régime de change flottant sur la période 1990-2019 d'après la classification d'Ilzetzki, Reinhart et Rogoff (2022).

¹⁴Par manque de données, cette analyse se limite aux pays de la région MOAN, lesquels présentent un taux d'endettement plus élevé (en pourcentage du PIB) et un niveau plus faible de lutte contre la corruption que les pays en dehors de la région.

Graphique 2.8. Région MOAN : effet sur le PIB réel compte tenu des facteurs de vulnérabilité macroéconomique préexistants

(En pourcentage, incidence d'un choc lié à l'incertitude d'un écart-type)



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; Banque mondiale, Indicateurs de gouvernance mondiale ; base de données de l'IMI ; Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, base de données sur les situations d'urgence EM-DAT ; base de données sur les événements géoréférencés (GED) du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (UCDP) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Torres Munguía *et al.*, 2022 ; calculs des services du FMI.

Note : Les effets de l'incertitude sont évalués à partir d'une méthode de projections locales. Le choc se produit à l'année 1 et correspond à une augmentation d'un écart-type de l'indicateur d'incertitude nationale. Le graphique montre l'incidence différentielle au bout de deux ans après le choc en fonction du niveau de la lutte contre la corruption ou du niveau d'endettement durant l'année qui a précédé le choc. Les régressions comprennent les effets fixes temps et pays, deux retards du choc et deux retards de la variable dépendante, et neutralisent l'ouverture aux échanges, la part d'investissement, les chocs des termes de l'échange, la croissance des partenaires commerciaux, la lutte contre la corruption, les chocs de conflits, les catastrophes naturelles et les épidémies. La lutte contre la corruption est jugée faible si elle se situe dans les 15 % inférieurs de la distribution mondiale. La dette est considérée élevée si elle se situe dans les 25 % supérieurs de la distribution du groupe auquel appartient le pays (pays à faible revenu, pays émergents et pays en développement, ou pays avancés). Les barres vides signalent l'absence de signification au niveau de 10 %. MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan). *p < 0,10 ; **p < 0,05 ; ***p < 0,01.

corruption sont liés à des pertes de production plus élevées – estimées à environ 2 % et 4 % deux années après le choc, respectivement – par rapport à celles estimées dans la spécification de base (graphique 2.7, page 1)¹⁵.

Chocs d'incertitude mondiaux

Les chocs d'incertitude mondiaux creusent les écarts de taux de plus de 15 % et accentuent la volatilité des marchés boursiers de 10 % (graphique 2.9, pages 1 et 2)¹⁶. Ces effets sont plusieurs fois supérieurs à ceux des chocs nationaux¹⁷.

En outre, les chocs mondiaux vont de pair avec des pertes de production obstinément élevées, allant d'environ 1,5 % à 2,5 % au bout de deux ans après le choc (graphique 2.9, page 3)¹⁸. Les effets des chocs mondiaux semblent par

¹⁵Un moindre effort de lutte contre la corruption peut, en partie, être le signe d'une moindre qualité des institutions, de manière plus générale. L'interaction complémentaire entre un degré plus faible de lutte contre la corruption ou un niveau élevé d'endettement et l'agrégat régional rend l'agrégat régional de base non significatif, d'où l'importance des paramètres fondamentaux dans la transmission des chocs d'incertitude. Voir l'annexe en ligne pour plus de détails.

¹⁶Le creusement des écarts équivaut à environ 38 points de base en moyenne.

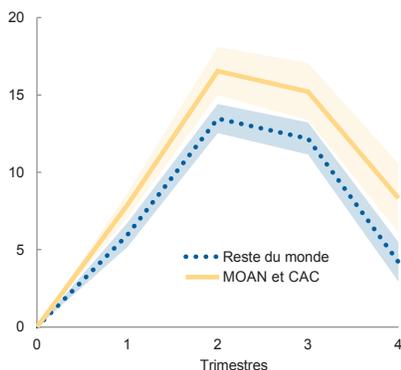
¹⁷Le graphique 2.6 (page 1) et le graphique 2.9 (page 1) utilisent des spécifications différentes. Les résultats des régressions du graphique 2.9 (page 1) n'incluent pas les effets fixes temps en raison de la colinéarité avec l'indice mondial d'incertitude. Cependant, la spécification comprend d'autres covariables mondiales importantes (cours mondiaux du brut et taux directeurs aux États-Unis comme variable d'approximation aux conditions financières mondiales), des effets fixes annuels et trimestriels, et l'indice national d'incertitude. Globalement, ces variables de contrôle contribuent à dissiper les doutes d'endogénéité. Voir l'annexe en ligne pour plus de détails.

¹⁸D'autres variables de contrôle sont utilisées pour tenir compte de la conjoncture économique mondiale. Voir l'annexe en ligne pour plus de détails.

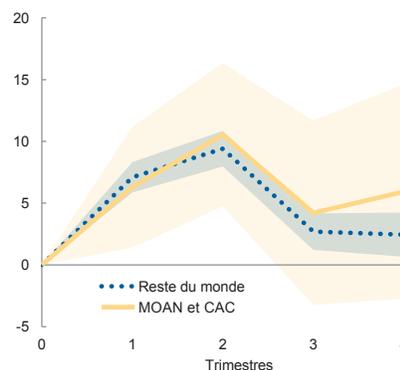
Graphique 2.9. Régions MOAN et CAC : effets des chocs d'incertitude mondiaux

(En pourcentage, incidence d'un choc lié à l'incertitude d'un écart-type)

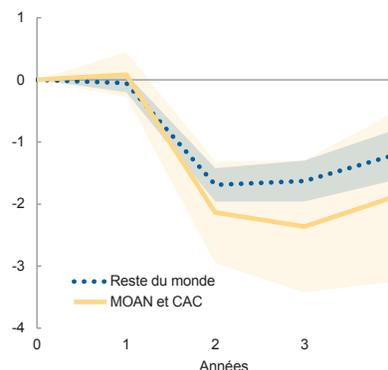
1. Écarts de taux



2. Volatilité des marchés boursiers



3. PIB réel



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; Banque fédérale de réserve de Saint-Louis, base de données des données économiques de la Réserve fédérale ; Banque mondiale, Indicateurs de gouvernance mondiale ; base de données de l'IMI ; Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, base de données sur les situations d'urgence EM-DAT ; base de données sur les événements géoréférencés (GED) du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala (UCDP) ; FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* ; Torres Munguía et al., 2022 ; calculs des services du FMI.

Note : Les effets de l'incertitude sont évalués à partir d'une méthode de projections locales. Le choc se produit au trimestre 1 ou à l'année 1, et correspond à une augmentation d'un écart-type de l'indicateur d'incertitude mondiale pondéré en fonction du PIB, tel que mesuré par Ahir, Bloom et Furceri (2022). Les régressions des plages 1 et 2 comprennent les effets fixes année, trimestre et pays (page 1) ou marchés boursiers (page 2), trois retards du choc et trois retards de la variable dépendante, et font la part de l'incertitude nationale. Les régressions de la page 3 comprennent les effets fixes pays, deux retards du choc et deux retards de la variable dépendante, et neutralisent l'incertitude nationale, l'ouverture aux échanges, la part d'investissement, les chocs des termes de l'échange, la croissance des partenaires commerciaux, la lutte contre la corruption, les chocs de conflits, les catastrophes naturelles, les épidémies, les taux des fonds de la Réserve fédérale et les cours mondiaux du brut. Les zones ombrées représentent l'intervalle de confiance à 90 %. Le « reste du monde » exclut les pays des régions MOAN (plus Pakistan) et CAC. CAC = Caucase et Asie centrale ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord (plus Pakistan).

ailleurs être plus uniformes dans les régions MOAN et CAC, et dans le reste du monde, par rapport à l'incidence différentielle des chocs nationaux examiné plus haut dans les différentes régions¹⁹.

Que signifient ces conclusions au regard de l'incidence que pourraient avoir les fortes montées d'incertitude généralisées du début de 2025, équivalant à un choc de 1,9 écart-type ? Si l'incertitude mondiale suivait son profil dynamique historique durant le reste de l'année, cette poussée pourrait faire chuter la production d'environ 4,5 % en dessous de sa tendance initiale au bout de deux ans en moyenne pour les régions MOAN et CAC ; dans le reste du monde le pays moyen enregistrerait une perte de production de quelque 3 %²⁰.

2.5. Promouvoir la résilience dans une conjoncture très incertaine

Quelles mesures les autorités nationales des régions MOAN et CAC peuvent-elles prendre pour atténuer les retombées économiques défavorables des chocs d'incertitude ? Il ressort de nos conclusions que les chocs d'incertitude tendent à avoir des retombées économiques plus négatives sur les pays dont les paramètres fondamentaux macroéconomiques sont plus fragiles, à savoir ceux dont la marge de manœuvre est plus restreinte (endettement élevé) et dont la gouvernance et les institutions sont plus faibles. Il apparaît également qu'en moyenne, les chocs d'incertitude mondiaux ont des effets économiques plus préjudiciables que les chocs d'incertitude nationaux. Pour accroître la résilience de leur pays face à l'incertitude, les décideurs devraient envisager les mesures suivantes en les adaptant, le cas échéant, aux particularités nationales :

- *Lorsque la marge de manœuvre est restreinte, la priorité immédiate consiste à la reconstituer.* Face à une grande incertitude, les autorités doivent insister davantage sur les politiques contribuant à s'assurer contre les scénarios les plus défavorables s'ils venaient à se concrétiser, et veiller à bien s'équiper pour atténuer leurs retombées

¹⁹Cela vaut également pour l'incertitude de la politique commerciale internationale, l'incertitude de la politique monétaire des États-Unis et l'incertitude de la politique économique mondiale. Voir les résultats dans l'annexe en ligne.

²⁰L'analyse utilise un simple modèle autorégressif pour prédire l'incertitude annuelle en 2025, en incluant les dernières valeurs d'incertitude mensuelles et les coefficients estimés du graphique 2.9, page 3.

économiques et sociales. Cela est d'autant plus important pour les pays aux prises avec des déséquilibres macroéconomiques (endettement élevé, déficits budgétaires ou courants obstinément élevés, faible niveau des réserves internationales, inflation élevée), et qui pourraient être perçus comme moins capables de riposter aux chocs futurs. Les autorités devraient chercher à :

- *Améliorer la situation budgétaire.* Lorsque le secteur public est fortement endetté ou que le déficit budgétaire est obstinément élevé, un assainissement des finances publiques doit être mis en œuvre à un rythme et une intensité qui permettent de concilier la viabilité de la dette et l'accompagnement de la demande intérieure.
- *Accumuler des réserves internationales.* Le rôle des réserves de change comme marge de protection contre les chocs exogènes est bien établi (FMI, 2013). Si la volatilité des réserves de change et des sorties de capitaux a des effets perturbateurs, il pourrait être envisageable de déployer les instruments décrits dans le Cadre d'action intégré du FMI.
- *Diversifier les relations commerciales et financières grâce à une plus grande intégration économique régionale et interrégionale.* La réduction des barrières commerciales et financières érigées de longue date peut contribuer à atténuer l'impact de l'incertitude commerciale et de la fragmentation géopolitique en encourageant des relations économiques internationales nouvelles et plus diverses (édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, chapitre 3). Le renforcement des liens interrégionaux – par exemple, entre les pays du CCG et de la région CAC, et entre le CCG et l'Afrique – peut également contribuer à réduire la vulnérabilité aux chocs d'incertitude régionaux grâce à un meilleur partage des risques.
- *Améliorer les dispositifs macroéconomiques, et renforcer la gouvernance et les institutions pour rehausser la crédibilité et la prévisibilité de la politique économique.* En consolidant l'appareil budgétaire et monétaire, la politique économique gagne en crédibilité et en prévisibilité, car, ce faisant, les autorités démontrent leur ferme engagement à assurer la viabilité de la dette et la stabilité des prix (Moniteur des finances publiques, octobre 2021 ; Rapport sur la stabilité financière dans le monde, octobre 2024). Avec, à l'appui, une communication claire et systématique des objectifs poursuivis, ces dispositifs renforcés peuvent étayer la confiance et contribuer à atténuer les incertitudes parmi les ménages et les entreprises, en éclairant leur prise de décisions économiques. Des politiques plus crédibles permettront d'élargir, à court terme, le champ des initiatives contracycliques ciblées si les risques baissiers commençaient à se matérialiser (*Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2025). Dans le même ordre d'idées, une amélioration de la gouvernance et des institutions, notamment l'état de droit, atténuerait l'incertitude en favorisant un climat économique plus stable et plus prévisible. Un cadre macroéconomique et institutionnel plus solide est aussi une condition préalable au développement financier et, partant, aux efforts de diversification commerciale et financière (édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, chapitre 3).
- *Atténuer les effets sur l'incertitude nationale des chocs liés aux conflits, au climat et à la santé.* Pour amortir de façon effective les effets directs et indirects de ces chocs, les pays devraient centrer leurs efforts sur leur état de préparation en renforçant la sécurité, en mettant en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, et en consolidant leurs systèmes de santé.

Bibliographie

- Ahir, Hites, Nicholas Bloom, and Davide Furceri. 2022. "The World Uncertainty Index." NBER Working Papers 29763, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. doi: 10.3386/w29763
- Chau, Frankie, Rataporn Deesomsak, and Jun Wang. 2014. "Political Uncertainty and Stock Market Volatility in the Middle East and North African (MENA) Countries." *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money* 28: 1-19.
- Davis, Steven J. 2016. "An Index of Global Economic Policy Uncertainty." NBER Working Papers 22740, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA. doi: 10.3386/w22740.
- Faniband, Muhammadriyaj, and Salim Shamsheer. 2024. "Economic Policy Uncertainty and Stock Market Performance: Evidence from the Middle East." *International Journal of Diplomacy and Economy* 10 (1): 5-38.
- Husted, Lucas, John Rogers, and Bo Sun. 2017. "Monetary Policy Uncertainty." International Finance Discussion Papers 1215, Board of Governors of the Federal Reserve System, Washington, DC. doi: 10.17016/IFDP.2017.1215
- Ilzetzki, Ethan, Carmen M. Reinhart, and Kenneth Rogoff. 2022. "Rethinking Exchange Rate Regimes." In *Handbook of International Economics, Volume VI*, edited by Gita Gopinath, Elhanan Helpman, and Kenneth Rogoff. Oxford, UK: North-Holland.
- International Monetary Fund (IMF). 2013. "Assessing Reserve Adequacy - Further Considerations." IMF Policy Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Jordà, Òscar. 2005. "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161-82.
- Knight, Frank H. 1921. *Risk, Uncertainty, and Profit*. Boston: Hart, Schaffner and Marx; Houghton Mifflin.
- Munguía, Juan Armando Torres, Florina Cristina Badarau, Luis Rodrigo Díaz Pavez, Inmaculada Martínez-Zarzoso, and Konstantin M. Wacker. 2022. "A Global Dataset of Pandemic- and Epidemic-Prone Disease Outbreaks." *Scientific Data* 9 (2022): 683. doi: 10.1038/s41597-022-01797-2
- Sterck, Olivier. 2019. "Beyond the Stars." *Journal of Economic Surveys* 33 (5): 1409-36. doi: 10.1111/joes.12330

DANS CETTE ÉDITION

CHAPITRE 1

Évolution de la situation régionale
et perspectives économiques :
se frayer un chemin dans le brouillard

CHAPITRE 2

Surmonter les aléas : renforcer la résilience
en période de grande incertitude



PUBLICATIONS

REGIONAL ECONOMIC OUTLOOK
MIDDLE EAST AND CENTRAL ASIA - MAY 2025 (FRENCH)



9 798229 008006